

110 3. Lettre 18
REFLEXIONS

LIBRES 8/32. f. 3.

ET DÉSINTERESSÉES

D'UN DÉPUTÉ

A LA CHAMBRE BASSE

DU PARLEMENT D'ANGLETERRE,

A l'occasion de la Harangue du Roi GEORGES aux deux
Chambres du même Parlement, du 28 Octobre 1745.

CONTENANT

La justification des droits de la Maison Royale des STUARDS
sur la Couronne de la Grande-Bretagne contre les pré-
tentions de la Maison de BRUNSWICK-HANOYNE.

TRADUITES DE L'ANGLAIS.

A EDIMBOURG.

1745.

REFLEXIONS
LIBRES

ET DESTINÉES
D'UN DÉPUTÉ

A LA CHAMBRE BASSE

DE PARLEMENT D'ANGLETERRE

Par M. J. H. ...

LONDON

Printed by ...

in the Strand ...

near the ...

1840



REFLEXIONS

LIBRES

ET DÉSINTERESSÉES

D'UN DÉPUTÉ A LA CHAMBRE BASSE
du Parlement d'Angleterre ,

*A l'occasion de la Harangue du Roy GEORGES aux deux Chambres
du même Parlement , le 28 Octobre 1745.*

L'OUVERTURE du Parlement qui vient de se faire le 28 de ce mois après plusieurs remises , me fournit , Monsieur , une occasion naturelle de dégager la promesse que je vous fis à mon départ de vous rendre un compte exact de tout ce qui s'y passeroit d'intéressant. Ce que vous avez exigé de moi , n'est pas un détail circonstancié des événemens , ce qui est la fonction d'un Gazetier , ou d'un Nouvelliste hebdomadaire ; c'est principalement le précis des reflexions qui se feroient à l'occasion de ces événemens ; & c'est aussi ce dont je commence à m'acquitter aujourd'hui avec la sincérité & l'impartialité que vous me connoissez. Dégagé de tout esprit de parti , je n'en connois d'autre que celui de la vérité & de la patrie. Je ne suis , graces à Dieu , ni *Georgiste* , ni *Jacobite* , ni *Wight* , ni *Torys* , ni partisan outré de la haute Eglise , ni zélé défenseur de la basse : je suis Anglois ; mon unique regle de conduite est le bien de la nation ; & je tâcherai de me conserver toujours dans une pareille disposition d'esprit. Vous aurez lieu de vous en convaincre dans la suite du commerce réglé de lettres que je me propose d'entretenir avec vous. Je vous y ferai confidence avec la liberté permise entre amis , des reflexions que j'aurai pû recueillir , ou qui me seront venues au sujet des mouvemens des partis differens qui nous divisent. Sans en épouser aucun , je tiendrai la balance égale pour

A

peser

peser leurs raisons ; & tout ce qui me paroîtra s'écarter des regles de l'équité & de la justice , deviendra l'objet de ma censure , de quelque part que cela vienne. *Tros , Rutulus-ve fuat , nullo discrimine habebo.*

La Harangue du Roy *Georges* aux deux Chambres du Parlement va faire le premier sujet de mes reflexions. Ce discours fournit toujours la première matière aux délibérations. Les points qu'il renferme , sont la regle du travail des deux Chambres ; & par cette raison il mérite toute notre attention , quand il ne la mériteroit pas d'ailleurs par la dignité de la personne qui le prononce. Mais pour mettre un ordre suivi à un si vaste sujet , je hazarderai d'abord quelques pensées sur ce qui a précédé l'ouverture du Parlement , dont cette Harangue a été la première scène. J'en examinerai ensuite le contenu ; & je finirai par les effets qu'elle aura produits , & par des reflexions désintéressées sur les Bills qui en auront été les suites , & sur les motifs qui auront pû les animer.

Vous me dispenserez sans doute d'entrer dans un long détail des intrigues que la Cour a mises en œuvre , pour s'assurer de la pluralité des suffrages. Son manège vous est aussi connu qu'à moi , puisque vous avez été Député de votre Province au dernier Parlement. Vous y avez été plusieurs fois témoin des différens ressorts que les Ministres font jouer pour la réussite de leurs projets. Ainsi tout ce que je pourrois vous mander à cet égard , n'auroit rien de nouveau pour vous , parce que les machines dressées pour réduire les Députés , à la vivacité près , ont été les mêmes que celles qu'on employa de votre tems. Il est vrai que la Cour ayant un plus grand intérêt à ne pas échouer dans les circonstances présentes , qui sont d'une toute autre importance pour elle , que celles des Parlemens précédens , elle s'est donné de plus grands mouvemens , des mouvemens même incroyables pour sortir victorieuse , des mouvemens en un mot proportionnés au risque qu'elle couroit , si elle avoit le dessous. Mais à cela près , tout y a été égal : mêmes intrigues , mêmes cabales , même manège pour parvenir à la séduction : promesses d'une part , argent comptant de l'autre : pensions à ceux-ci , emplois & dignités à ceux-là : caresses pour les uns , menaces pour les autres : & sur le tout force minauderies & cajoleries des femmes de la Cour ; rien n'a été négligé ; tous ces moyens tentatifs ont été employés avec profusion , avec cette seule différence que les

liberalités

libéralités ont été plus ou moins grandes selon la distinction des Sujets. Me taxerez-vous de vanité, si je vous dis qu'on a voulu mettre en usage envers moi tout cet attirail de la séduction, mais que les Courtiers de la Cour en ont été reçus d'une façon à ne pas hasarder une seconde tentative ? Je suis persuadé que vous avez trop bonne opinion de moi pour en douter. Hé ! plutôt à Dieu que la Cour eût rencontré la même incorruptibilité dans les autres Membres. Mais qu'il est à craindre que les exemples de fermeté que j'ai eu le courage de donner conjointement avec un petit nombre de Députés attachés aux intérêts de la Nation, n'aient eu que peu d'imitateurs. Ce qui me le fait croire, ce sont les différentes prorogations que la politique des Ministres a jugé à propos de faire publier. Celles qui ont précédé le retour du Roy *Georges*, ont eu un plausible prétexte dans l'absence de ce Prince. Mais depuis son retour, quelle raison valable peut-on donner de la dernière remise de l'ouverture du Parlement ? Elle avoit été indiquée pour la fin de Septembre. On s'y attendoit avec d'autant plus d'impatience, que les esprits étoient dans une crise à ne pouvoir différer l'application de cet unique remède. Nos pertes au-dehors, nos troubles au-dedans, nous faisoient craindre une révolution. Un Competiteur à la Couronne avoit fait descente dans un de nos Royaumes. Armé de sa seule candeur & de la justice de sa cause, il étoit venu se mettre entre nos mains, sans aucun appui étranger. Un pareil excès de confiance avoit fait impression. Des peuples que nous traitons de barbares, s'étoient joints à lui, & lui avoient formé une Cour & une Armée. Son nom & sa réputation volant de bouche en bouche, lui avoient déjà soumis presque tous les cœurs. Ses armes & son courage auroient bien-tôt achevé de tout soumettre, s'il n'avoit mieux aimé tenir tout de la justice & de la bonne volonté de ses Sujets. Une si rare modération lui avoit fait ouvrir les portes de toutes les Villes d'Ecosse. A leur exemple, la Capitale l'avoit reçu triomphant, & l'avoit conduit avec acclamation jusques au Palais de ses Ancêtres. Pour faire voir que ces applaudissemens étoient légitimes, la Victoire prit plaisir de le couronner de ses mains. Ce nouveau triomphe dû à sa valeur & à son humanité, le rendirent entièrement maître d'un de nos trois Royaumes. Par la rapidité de ces progrès, la Nation commença à comprendre qu'il étoit soutenu du bras tout-puissant de Dieu, & destiné à faire le bonheur de cet Etat. La Nation

entend parler de lui avec admiration : elle s'émeut , l'attend & le desir. Qui n'auroit crû que dans un mouvement si général , dans une conjoncture si délicate , la Cour se seroit hâtée d'assembler le Parlement , pour trouver dans son sein un azile qui la mît à couvert de l'orage qui la menaçoit ? Cependant , malgré tant de raisons pressantes , elle jugea à propos d'en différer l'ouverture jusqu'à la fin d'Octobre. Les motifs d'une prorogation si extraordinaire n'étoient pas difficiles à deviner. Elle avoit à la vérité semé avec abondance , mais la moisson n'étoit pas encore à sa maturité. Elle devoit donc attendre jusqu'à ce qu'elle pût s'assurer d'une riche recolte qui la dédommageât des dépenses qu'elle avoit faites.

Après ces réflexions préliminaires qui ne regardent que ce qui s'est passé avant l'ouverture du Parlement , il est tems de venir à la Harangue même qui doit faire la matiere de nos observations. La premiere que je tiens de personnes sensées , avec qui j'ai eu occasion d'en conferer , c'est que ce discours n'a pas répondu à l'idée qu'on s'en étoit formée d'avance. Dans ces sortes de pièces , les Ministres qu'on employe à leur composition , ont coutume de déployer toute la délicatesse de leur génie & toute la finesse de leur politique , pour faire parler le Roi avec une majesté proportionnée à sa dignité , & capable d'en imposer à la Nation par des périodes affectées & des expressions séduisantes. Si jamais la Nation s'étoit trouvée dans un cas à avoir besoin d'être flattée , caressée , encouragée , c'étoit sans doute celui où elle se trouvoit alors. Une témérité présomptueuse venoit de lui faire perdre l'élite de ses Troupes & la fleur de ses Armées. Cette perte avoit été suivie d'une continuité non interrompue de désastres. La rapidité des conquêtes d'une Nation voisine dont elle s'étoit imprudemment attiré la guerre , l'avoit jettée dans une consternation & un abattement qu'elle n'avoit point connu depuis long-tems. Tous les jours c'étoit quelque fâcheuse nouvelle qu'elle apprenoit ; & elle appréhendoit autant l'arrivée des Couriers , que les Ennemis les attendoient avec impatience. Elle voyoit de dessus ses côtes les feux de joye continuels de la France sa rivale , & elle ne pouvoit point lui en opposer de semblables pour rabattre sa joye. Elle venoit de voir prendre les principales Villes de Flandres en aussi peu de tems qu'il auroit fallu pour les parcourir. La perte d'*Ostende* sur-tout lui étoit extrêmement sensible , & elle ne pouvoit la sçavoir passée au pouvoir

pouvoir de ses Ennemis sans des regrets infinis , elle qui avoit compté s'en assurer la possession par ses excessives dépenses , & par ses complaisances inouïes pour les vûes ambitieuses de la Maison d'*Autriche*. Du côté de l'Italie , ses nombreuses Flottes n'avoient servi qu'à être les spectatrices du dépouillement de ses Alliés , & du courage avec lequel ses Ennemis avoient franchi les barrières presque impénétrables des Alpes. Un seul & unique succès dans un autre Monde avoit essuyé pour quelques momens ses pleurs , & avoit donné un calme passager à son affliction. Dans une situation si peu consolante , la Nation s'attendoit à trouver dans le discours de son Roi des motifs de consolation , des expressions propres à relever son courage abattu , des promesses flatteuses pour l'avenir , un tableau fidèle de l'état des trois Royaumes , un exposé sincère de l'emploi des deniers publics , un récit succinct de nos avantages sur mer , un aveu pallié des mauvais succès sur terre , une assurance de mesures mieux concertées pour l'année suivante , des négociations entamées pour notre avantage , une espérance prochaine ou d'une fortune plus riante , ou d'une paix glorieuse , & tous les autres points dont la Cour sçait faire usage pour délier la bourse de ces crédules Insulaires. Mais quelle a été notre surprise , lorsqu'au lieu de ces différens points de nos délibérations ; points , pour ainsi dire , indispensables dans un discours parlementaire , on n'y a trouvé qu'une violente invective contre une Religion que nous croyons insulter par le sobriquet de *Papisme* ; des injures atroces contre une partie considérable de la Nation , & avec tout cela le refrain ordinaire d'une demande d'abondans subsides , qui puissent mettre le Roi *Georges* en état d'écraser ceux qu'il traite de Rebelles , & avec eux tous ceux qui ne seront pas assez souples pour prêter leur col au joug de la servitude. Ne semble-t-il point que ce Prince insensible aux calamités du Peuple de la Grande-Bretagne , n'est occupé que de sa propre sûreté , & qu'il s'embarrasse peu des infortunes de sa Nation , pourvu qu'elle lui fournisse les moyens de se mettre à couvert de la prochaine catastrophe qu'il a sujet d'appréhender ? On ne nie pas qu'il ne dût faire mention de la Révolution subite arrivée en Ecosse , & dans peu inévitable en Angleterre : mais il devoit le faire avec la modestie & la gravité convenables à sa Personne , & n'en pas paroître tellement pénétré qu'il en oubliât tout autre sentiment. La promesse de nous entretenir une autre fois des points qui intéressent l'Etat , pour

ne

ne nous parler que de ceux de sa Personne , ne nous donne pas de lui cette bonne opinion que nos intérêts lui soient aussi chers que les siens propres : ce qui fait pourtant le caractère essentiel d'un bon Roi.

L'idée que je viens de vous donner de cette pièce , ne vous paroîtra-t'elle pas outrée ? Non sans doute , Monsieur , si vous la lisez avec l'attention qu'elle mérite. Je suis même persuadé que vous aurez peine à revenir de votre étonnement , causé par le peu de réflexion du Conseil du Roi *Georges* , d'avoir , dans un discours qui doit être extrêmement mesuré , mis dans la bouche de ce Prince des expressions si déplacées , & des paroles si vuides de sens. Croiriez-vous pourtant que les Auteurs de cette déclamation ont été si contents d'eux & de leur ouvrage , qu'ils ont eu la vanité d'en régaler la Cour , & de la lire avec emphase au cercle des Courtisans ? C'est ce qu'ils firent la veille de l'ouverture du Parlement : & le hasard m'y ayant fait rencontrer au moment qu'on en annonça la lecture , j'eus la curiosité naturelle en pareil cas , de chercher à lire sur le visage des Auditeurs l'impression que feroit dans leur esprit une pièce de cette importance. Quoique la Cour des Princes fourmille de fades Adulateurs , je crus m'appercevoir , qu'à l'exception d'un petit nombre disposés à applaudir sans honte à toutes les sottises des Grands , le reste des Courtisans lui fit un accueil assez sec , & fit une médiocre dépense d'encens. Plusieurs même furent assez sincères pour faire éclater leur indignation par leurs murmures , & pour représenter qu'une invective aussi violente n'étoit propre qu'à outrer le Parti contraire à la Cour , & à exciter dans les uns une fureur égale à l'insulte qui leur étoit faite , & dans les autres le mépris & les huées dont elle étoit digne. *Les Rois* , disoient-ils , *dont la bouche doit être le sanctuaire de la vérité , ne doivent l'ouvrir en public que pour en prononcer les oracles : mais au lieu d'une si sage conduite , on va prostituer la Majesté Royale , en la faisant servir d'organe à l'invective , & peut-être à l'imposture.* De si sages remontrances ne furent point écoutées. Le poison de la flatterie s'étoit glissé trop avant dans les veines des Ministres Auteurs de cette pièce , pour qu'ils fussent capables de se rendre à des avis dictés par la sagesse. Ainsi donc , malgré de si justes représentations sur l'indécence des expressions de ce discours , cette Harangue , quoique sifflée d'avance par les meilleurs connoisseurs , fut , au grand étonnement de tout le Public , débitée le lendemain avec pompe dans la plus auguste Assemblée de la Nation. Ces

Ces réflexions ne tombent encore que sur le tissu de cette déclamation. Celles qu'on fit sur chacune de ses périodes, furent encore plus importantes & plus curieuses. Je me suis fait un plaisir de les recueillir & de vous les envoyer comme un présent digne de vous. Elles vous convaincront que l'accueil qu'on a fait à cette pièce, n'a pas été gracieux, & que les battemens des mains n'ont pas été fréquens. Il n'en est pas de même des brocards ; je puis vous assurer qu'on ne les a pas ménagés. Je vous en épargne la lecture, parce que je les juge indignes de votre gravité. Je me hâte de venir aux réflexions solides que ce discours a occasionnées.

Le seul début de cette pièce va nous arrêter long-tems. On y propose à nos délibérations *une Rébellion ouverte & perfide, un attentat infâme & téméraire*. Telles sont les expressions qui forment le commencement des deux premières phrases. Qui ne croiroit d'abord qu'il ne s'agit pas moins ici que d'un nouveau Cromwel, qui par une révolte exécration contre son Souverain, va replonger la Nation dans les horreurs d'une guerre civile ? C'est-là l'idée que ces termes pompeux ont d'abord présentée à nos esprits. Effrayés & consternés à la prononciation de ces tragiques paroles, nous nous attendions à la découverte de quelque conjuration fatale à notre bonheur. Mais notre effroi n'a pas été de longue durée. La suite nous a rassurés en nous faisant entendre que cet attentat dont on nous faisoit peur, n'étoit autre chose que l'entreprise légitime d'un Prince, qui par le secours & la faveur de la plus grande & de la plus saine partie de la Nation, cherche à remonter sur le Trône de ses Ancêtres, & revendique une Couronne due à sa naissance. Si c'est en cela que consiste cet *attentat si infâme & si téméraire*, disons-le avec confiance, les Auteurs de cette monstrueuse investiture connoissent bien peu la valeur des termes & la propriété des épithètes, puisqu'ils ont osé faire l'application de ceux-ci à une tentative dont la réussite fait l'objet des vœux les plus ardens de plus des trois quarts de la Nation : ou du moins s'ils connoissent la valeur de ces termes, il faut qu'ils aient une idée bien mince de la solidité du jugement des deux Chambres, puisqu'ils les ont crûes capables de se laisser enthousiasmer par des paroles vuides de sens, & par des expressions forcées, pour ne pas dire forcenées. Voyons donc avec un esprit d'impartialité si des qualifications si atroces peuvent s'appliquer avec justice à un dessein qui méritera à son Auteur les

bénédictions

bénédictions des trois quarts de la Grande-Bretagne , & de la plus grande partie de l'Europe , s'il vient à réussir : ou qui excitera toute leur compassion , si le malheur veut qu'il échoue. C'est ce qui va faire le sujet des réflexions suivantes.

Qui dit *rébellion* , dit un soulèvement contre une autorité légitime ; & si ce soulèvement se fait contre le véritable Souverain , c'est un crime atroce , que nos Loix désignent par le mot de *haute trahison* , & que les autres Nations appellent crime de *leze-majesté*. Quand cette revolte est soutenue par la prise d'armes de plusieurs sujets , c'est une *rébellion ouverte* , & elle est censée *perfide* , lorsqu'elle a été précédée du serment de fidélité envers le légitime Souverain ; car avant la prestation de ce serment , on peut bien traiter ce soulèvement de *rébellion* , mais non pas de *perfidie* , puisque ce terme ne peut s'appliquer qu'à ceux qui ont donné leur foi & qui l'ont violée : ce qu'on ne peut pas dire de ceux qui n'ont pas encore prêté le serment de fidélité , ou par eux-mêmes , ou par leurs représentans. Il en est de même de la signification de ce terme d'*attentat* ; elle nous présente l'idée d'une entreprise ou violente , ou téméraire contre la disposition des Loix & des Ordonnances de l'Etat. Lorsque cette entreprise a pour objet la personne sacrée du Souverain légitime , c'est un crime atroce & exécration , auquel on peut appliquer avec justice les qualifications les plus odieuses. Suivant cette signification naturelle de ces termes , examinons sans préjugé la tentative du Prince qui reclame notre Trône. Peut-on la regarder comme un *attentat infâme & téméraire* ? Mérite-t-elle l'odieuse qualification de *rébellion ouverte & perfide* ? C'est ce qu'il nous faut discuter avec le désintéressement d'une personne équitable , qui cherche à ne rendre ses hommages qu'à la seule vérité.

Il est hors de doute que si le Prince *Charles-Edouard* , qui par ordre de son Pere a fait descente dans nos Royaumes , est né sujet du Roi *Georges* ; si en cette qualité il lui a prêté le serment de fidélité , ou par lui-même , ou par ses ancêtres ; il est , dis-je , indubitable que son invasion doit être traitée de *rébellion manifeste & perfide* , & on ne peut se dispenser de la regarder comme un *attentat infâme & téméraire* , digne de toute la sévérité des loix. Mais si ce Prince vient pour réclamer une Couronne appartenante en propre à son Pere , & injustement usurpée par un Etranger ; alors cette tentative , loin de porter le nom de *révolte & d'attentat* , mérite au contraire nos plus justes éloges.

C'est

C'est donc de cette question de fait que dépend la solution du problème que nous examinons. Le fils unique du Roi *Jacques* a-t-il un droit légitime au Trône de la Grande-Bretagne ? Est-il fondé à le revendiquer ? Où peut-on regarder sa prétention comme une de ces chimères qui doivent leur naissance à un dérangement de cerveau ? Le Roi *Georges* en est-il le légitime propriétaire ? Le titre de sa possession est-il valable & fondé sur les Loix ? Peut-on regarder le serment qu'on lui a prêté comme au possesseur actuel, tellement incompatible avec tout autre serment, qu'on doive regarder ceux qui en ont prêté un ancien, ou qui en prêteront un nouveau aux descendans du Roi *Jacques*, comme de *perfides rebelles*, coupables d'un *infâme attentat* ? Tel est en deux mots le nœud de la difficulté. Examinons-la avec des yeux exempts de toute prévention. Supposons que cette question soit portée devant le Tribunal de la Nation : (& elle est effectivement de sa compétence : elle est la seule qui en puisse connoître : les autres Nations qui, sans en être priées, se mêlent de la décider, s'arrogent un droit qui ne leur appartient pas ;) supposons, dis-je, que cette question soit agitée devant toute la Nation, & qu'elle veuille se mettre en état de rendre un jugement impartial sur les prétentions réciproques des Compétiteurs. Dans cette supposition qui n'est pas téméraire, puisque réellement la Nation paroît saisie de la décision de cette cause importante, par la démarche que vient de faire l'héritier légitime du Roi *Jacques*, d'envoyer son fils aîné, chargé de sa procuration pour la poursuite de ses droits, & de l'envoyer, pour ainsi dire, seul & désarmé, avec la seule confiance en la justice de sa cause & en l'équité des Peuples de la Grande-Bretagne ; comme elle ne sçauroit prononcer un jugement équitable, si elle n'avoit soin de s'instruire des raisons des Parties intéressées, & des moyens de leur cause ; je vous prie, Monsieur, de faire grace à la petite présomption que j'ai de me donner pour l'Avocat général de ce Tribunal ; & en cette qualité permettez-moi de discuter, sans aucune partialité, les motifs allegués de part & d'autre, afin qu'après une exacte discussion, & un parallèle juste de leurs raisons, je puisse former des conclusions tirées des constitutions fondamentales de notre Etat, & fondées sur l'intérêt public & sur l'avantage de la Nation. C'est ce que je vais faire sans passion. Mais comme l'héritier du Roi *Jacques* est le demandeur, il convient de commencer par l'exposé des raisons alleguées par ses

B

Avocats,

Avocats, avant que d'entendre ceux de la Maison de *Brunswick-Hanovre*, qui n'est que le défendeur. Je sçai bien que les partisans de la Cour jetteront les hauts cris contre la témérité d'un petit particulier tel que moi, qui ose mettre en question un droit qu'ils voudroient faire regarder comme incontestable. Mais que risquent-ils ? Si le droit du Roi *Georges* est si évident qu'ils le supposent, peuvent-ils s'imaginer que la Nation constituée juge de la question, ne rendra pas à ce Prince la justice qu'ils croient lui être dûe ? Si au contraire c'est avec fondement que la postérité du Roi *Jacques* revendique le patrimoine de ses Peres contre un injuste détenteur : si elle reclame avec raison la propriété d'un bien que ses ancêtres ont possédé à juste titre ; peuvent-ils trouver mauvais que la Nation rende justice au Sang de ses Rois légitimes ; qu'elle se déclare en faveur du Fils de la Maison contre le Fils de l'Etrangere, & qu'elle restitue à la famille des *Stuarts* une Couronne qu'elle a si long-tems portée ? *Res clamat Domino* ; voilà la Loi. Il ne s'agit plus que de sçavoir qui est le véritable propriétaire : & c'est ce que nous allons examiner avec un désintéressement libre de toute passion. Commençons par les moyens de l'auguste Maison des *Stuarts*.

Précis du Plaidoyer en faveur de la Maison Royale de *Stuart*.

Personne n'ignore la fameuse révolution de 1688. qui renversa cette auguste Famille du Trône de la Grande-Bretagne. Avant cette funeste époque, l'Angleterre avoit toujours été regardée comme une Monarchie dont la succession héréditaire passoit pour une Loi fondamentale de l'Etat. Il est vrai que l'Histoire de ce Royaume fournit plusieurs exemples de Princes détrônés par leurs Compétiteurs. Mais ces exemples même prouvent que le droit héréditaire étoit si universellement reconnu, que ceux même qui ravissoient la Couronne à leurs rivaux, ne prétendoient l'occuper à leur place qu'en vertu de ce même droit, puisqu'ils se donnoient pour les plus proches héritiers des derniers possesseurs légitimes. Aucun d'eux n'a fait valoir le droit d'élection en sa faveur ; & il faut redescendre jusqu'à ce tems de trouble & d'horreur, pendant lequel le fanatisme de *Cromwel* & de ses adhérens bouleversa toute la constitution du Gouvernement, pour y trouver un exemple de l'abolition du droit héréditaire. Mais à peine la Nation fut-elle rendue à sa propre liberté, qu'elle cassa avec exécration tout ce qui s'étoit fait pendant son délire. Redevenue maîtresse de ses suffrages, elle rappella l'héritier légitime, & regarda tout ce qui s'étoit passé au préjudice de son droit, comme un de ces actes qui

trouvent

trouvent la preuve de leur nullité dans la violence qui les ont accompagnés. C'est en conséquence de ce principe fondamental, qu'aussi-tôt que les branches de la Famille Royale, établies en Angleterre, vinrent à y manquer, la Nation ne pensa point à remplir le Trône par voye d'élection, comme elle n'auroit pas manqué de le faire, si tel avoit été son usage ; mais elle alla chercher en Ecosse chez ses perpétuels ennemis, un rejetton issu de la Famille Royale d'Angleterre par une des Princesses de son Sang, afin de le faire monter sur le Trône de ses Ancêtres maternels ; parce que c'est une Loi constante parmi nous, qu'au défaut des mâles de la Famille Royale, les femelles ou leurs descendants succèdent au Trône selon le rang de leur proximité.

Ce fut donc en vertu de ce droit héréditaire que la Famille des *Stuarts* qui possédoit depuis long-tems la Couronne d'Ecosse, parvint à celle d'Angleterre, & réunit les deux Diadèmes en un seul. *Jacques I.* qui du Trône d'Ecosse qu'il possédoit de son chef, passa à celui d'Angleterre, qui lui étoit dévolu du chef de sa bisayeule, transmit son droit successif à son fils *Charles I.* lequel, malgré l'exécrable *attentat* qui lui fit perdre la tête sur un échaffaut, transporta de même à *Charles II.* son fils, & celui-ci à *Jacques II.* son frere, le droit qu'ils avoient reçu de leurs Ancêtres. Ce narré succint de l'usage inviolable de ce Royaume, touchant la succession à la Couronne, prouve démonstrativement que le droit héréditaire a toujours été regardé parmi nous comme une Loi fondamentale de l'Etat, & que ceux qui en ont une fois été revêtus, ne peuvent plus le perdre, à moins qu'ils ne tombent dans quelque un de ces cas qui font regarder ceux qui s'y trouvent comme exclus de la société civile. Encore même dans cette supposition la privation de ce droit n'affecte que la personne de ceux qui en souffrent le retranchement ; mais elle n'apporte aucun préjudice à leurs légitimes héritiers, dans lesquels ce droit renaît & subsiste dans sa vigueur, comme s'il n'y avoit jamais eu personne en qui il se fût trouvé éteint. C'est ce que personne n'a jamais révoqué en doute ni avant, ni après le rétablissement de *Charles II.* Avant ce rétablissement & pendant la durée de l'*attentat horrible du perfide Cromwel*, toute la Nation, à l'exception d'une poignée de Fanatiques furieux, reconnoissoit le droit incontestable des Princes de la Maison de *Stuard*, & elle en donna un témoignage authentique, dès qu'elle se vit libre par la mort de l'usurpateur, & par l'abdication de son imbécille fils. Sans plus différer, elle se

hâta de rappeler l'héritier légitime de cette Royale Maison ; pour le replacer sur le Trône dont la rébellion de quelques féditieux lui avoit fermé l'entrée. Par ce rappel *Charles II.* n'acquiesça pas un droit nouveau à la Couronne. Ce ne fut qu'une nouvelle prise de possession, en vertu d'un droit déjà acquis par sa naissance, parce que celle qu'il avoit tenté de faire après l'exécrable meurtre de son Pere, avoit été suspendue & empêchée par l'obstination inflexible des Rébelles.

Ces principes sont si constans parmi nous, qu'il est impossible de les révoquer en doute, dès qu'on a acquis la moindre connoissance de nos Loix & de notre Histoire. On peut dire avec confiance qu'il n'y a aucun Pays où la succession à la Couronne ait causé de plus sanglantes & de plus fréquentes guerres que le nôtre. Mais ces guerres n'étoient point entre le Roi & le Peuple. La Nation ne s'armoit point pour soutenir le droit électif, & dépouiller la Famille Royale du droit héréditaire. Toute la contestation s'agitoit entre des Compétiteurs qui revendiquoient la Couronne chacun en vertu du droit héréditaire, parce que chacun des Prétendans se disoit le plus proche & le plus légitime héritier des derniers possesseurs. Cette vérité devient évidente par la lecture de tout ce qui se passa lors de la fameuse querelle des deux *Roses*. Cette dispute célèbre qui commença à diviser la Nation après la mort d'*Edouard III*, roula toute entière sur ce point, si le Prince *Richard* fils du Prince de *Galles*, décédé avant son Pere, devoit succéder à son ayeul par droit de représentation, préférablement à l'aîné des enfans vivans de ce Roi, lors de son décès. Le Roi *Edouard* avoit dans son testament décidé la question en faveur de son petit-fils. Mais comme dans les Pays où la loi du sang regle la succession à la Couronne, la disposition n'en appartient point à celui qui la porte, & qu'elle passe de plein droit au plus proche héritier, le Duc de *Lancastre*, l'aîné des enfans pour lors vivant d'*Edouard III*, prétendit que la disposition de son Pere étoit illégitime, & soutint que le droit de représentation n'avoit point lieu dans ce Royaume, & par conséquent qu'étant dans un degré plus proche que son neveu, quoique fils du Prince de *Galles* son aîné, le droit lui en étoit acquis en vertu du droit héréditaire, qui appelle toujours à la succession l'héritier le plus proche, selon l'ordre de la primogéniture. Toute la Nation prit parti dans cette fameuse querelle, chacun selon sa passion, ou selon ses intérêts. De-là ces sanglantes guerres qui

qui inonderent tout le Royaume de ruisseaux de sang, & firent périr ou par l'épée, ou par la main du Bourreau, presque toutes les anciennes Familles d'Angleterre. De-là ces détrônemens fréquens de Princes reconnus pour légitimes par les uns, & traités d'usurpateurs par les autres. De-là ces passages subits de la Couronne, tantôt sur la tête des Princes de la *Rose-Rouge*, tantôt sur celle des Princes de la *Rose-Blanche*. Cette querelle auroit été éternelle, si le Comte de *Richemont*, connu depuis sous le nom de *Henri VII*, n'eût trouvé le sage expédient de réunir sur sa tête les droits de la *Rose-Rouge*, dont il étoit le Chef, avec ceux de la *Rose-Blanche*, par son mariage avec l'héritière de cette dernière.

Qui ne voit que tous ces faits prouvent incontestablement que le droit héréditaire a toujours été regardé comme une Loi fondamentale de l'Etat ? En effet, si le droit électif avoit eu quelque apparence de fondement, rien n'eût été plus naturel que la Nation assemblée décidât sur le droit des Prétendans par voye d'élection, pour terminer une fois pour toutes une question qui étoit depuis si long-tems une si grande source de désordres. Mais tant s'en faut que la Nation se crût en droit de revendiquer le pouvoir électif dans des circonstances qui sembloient si fort l'y autoriser ; qu'au contraire elle aima mieux verser son propre sang avec fureur, que de se départir d'une Loi qu'elle avoit reçue de ses ancêtres, & qu'elle regardoit comme l'appui le plus assuré de la constitution de l'Etat. Voilà donc, ce me semble, la question de droit suffisamment établie. Tous nos monumens réclament en faveur du droit successif & héréditaire : cela est hors de doute. La question de fait n'est pas moins évidente. Il n'est pas moins facile de prouver que la postérité du Roi *Jacques* est la seule propriétaire de ce droit successif, & qu'elle ne l'aurait en être dépouillée sans l'injustice la plus criante & la prévarication la plus énorme. C'est ce que je me propose de démontrer par toute la suite des procédures qui ont été faites après l'invasion connue du Prince d'*Orange*. La distance du tems n'en a pas encore éteint le souvenir. Plus d'un million de témoins vivans pourroient déposer encore en faveur de la disposition où étoit alors la principale partie de la Nation, de ne reconnoître ce droit que dans la personne du Roi *Jacques* & de ses descendans. Mais outre ce témoignage authentique, nos monumens publics font foi que la Nation n'a jamais pensé à priver cette auguste Famille d'un droit qui lui étoit acquis, & que malgré les efforts audacieux de quelques

quelques esprits brouillons, son penchant pour le Sang royal des *Stuarts* ne s'est jamais démenti. Ces monumens renferment des faits si palpables & si curieux, qu'on ne sçauroit les lire sans quelque espèce de plaisir, au milieu même de l'indignation qu'ils excitent. Mais afin qu'on ne m'accuse pas de rien hazarder de moi-même, je tirerai le tissu de mon récit de l'ouvrage même du plus grand ennemi de la Maison Royale, du Panegyriste outré de l'invasion du Prince d'*Orange*, en un mot du Docteur *Burnet*, l'agent le plus affidé & le plus intime confident des Factieux. Son témoignage ne sçauroit être suspect aux Parties adverses. C'est donc lui qui va nous servir de guide. Je ne ferai que l'abréger, mais sans aucune altération.

Le droit héréditaire que le Roi *Charles II.* avoit réuni sur sa tête, passa incontestablement & de plein pied sur celle de *Jacques II.* son frere. En vain quelques brouillons, Chefs d'un parti qu'on nommoit la *Cabale*, firent tous leurs efforts pour exclure de la Couronne ce Prince, qui portoit alors le nom de Duc d'*Yorck*, sous ce prétexte extravagant que la profession qu'il faisoit de la Religion Catholique l'en rendoit indigne. Ils éprouvèrent bien-tôt qu'il étoit plus facile de proposer des Bils d'exclusion, que de les faire passer. Quoiqu'ils eussent trouvé le moyen de mettre en mouvement le grand nombre d'Emissaires qu'ils avoient dans les deux Chambres : quoiqu'ils eussent eu le secret de faire roidir les deux Chambres contre le Roi *Charles*, par le refus de toutes sortes de subsides, jusqu'à ce qu'il leur eût accordé l'approbation de ce Bil favori : quoique même par le refus constant de subsides, ils eussent extorqué de lui son consentement pour le Bil des loix pénales, qui déclaroit incapables de toutes sortes d'emplois ceux qui n'auroient point prêté les sermens de *Suprématie* & du *Test*, & qui n'auroient point reçu la Communion dans l'Eglise Anglicane, (Bil qui, à proprement parler, n'étoit rendu que contre les Catholiques, bien qu'il parût comprendre toutes les autres Sectes dans sa généralité :) quoique même ils eussent eu le crédit d'obliger le Duc d'*Yorck* à se défaire de toutes ses Charges & à sortir du Royaume : malgré tous ces avantages remportés sur le parti de la Maison Royale, la Nation leur apprit qu'elle n'étoit pas si susceptible de séduction que le Parlement. Elle entendit avec une surprise mêlée d'indignation l'audacieuse témérité de ces Factieux, qui cherchoient à bouleverser l'Etat par l'abolition de sa Loi la plus sacrée, & s'élevant

s'élevant avec justice contre un *attentat* si pernicieux dans ses conséquences, elle présenta au Roi Adresses sur Adresses, pour l'assurer qu'elle étoit disposée à tout risquer plutôt que de consentir à l'abolition du droit héréditaire. Une si favorable disposition du Peuple pour le droit successif déconcerta la Cabale : & le Duc d'*York* qui pendant ces troubles avoit été obligé de s'absenter du Royaume, y revint triomphant, & reprit avec un applaudissement universel le rang que sa naissance lui donnoit dans l'Etat. Il est cependant à remarquer que les Factieux, en proposant d'exclure le Duc d'*York* de la Couronne, bornoient cette exclusion à sa personne seule par une exception particulière, & n'y comprenoient point ses enfans, dont ils reconnoissoient le droit incontestable ; tant il est vrai que le droit héréditaire avoit jeté dans les esprits de si profondes racines, & fait de si fortes impressions, que ceux même qui cherchoient à le bouleverser, n'osoient se hasarder à le détruire.

En conséquence de cette impression générale, le Roi *Jacques*, au décès de son frere, prit paisiblement possession du Trône auquel sa naissance l'appelloit. Cette prise de possession fut applaudie de toute la Nation, qui lui prêta avec zèle le serment de fidélité, tant pour lui que pour toute sa posterité : tel étant l'usage de notre Royaume, que le serment que nous prêtons à nos Souverains, ne les regarde pas eux seuls personnellement, mais comprend aussi dans son étendue leurs héritiers présomptifs & successeurs légitimes : ce que les Auteurs de nos Usages ont sagement établi, afin qu'on ne pût point regarder le Trône comme vacant pendant un seul instant, & qu'au décès d'un Roi la Nation ne pût pas être un seul moment en doute à qui elle devoit son obéissance. Mais afin qu'on ne s'imagine pas que cette prestation de serment fût involontaire & forcée de notre part, il n'y a qu'à se rappeler le souvenir de l'invasion que prétendit faire quelques mois après le Duc de *Monmouth*, fils naturel & légitimé du Roi *Charles II*, se fondant d'un côté sur le prétendu Bil d'exclusion, & de l'autre sur la prétention de la légitimité de sa naissance. Si la Nation avoit rendu une obéissance forcée au Roi *Jacques*, quoi de plus simple & de plus facile pour elle que de profiter alors d'une occasion qui se présentait si naturellement de se remettre en liberté, en se joignant au parti des Rébelles. Mais bien loin qu'elle pensât à faire usage d'une conjoncture si favorable, qu'au contraire par les secours puissans

&

& efficaces qu'elle fournit au Roi *Jacques*, elle le mit en état d'étouffer la révolte d'un petit nombre de mutins désespérés : ce qui fit aussi qu'elle fut presque aussitôt éteinte, qu'allumée.

De ce détail succinct de nos divisions domestiques il en résulte une conséquence infaillible, que le Roi *Jacques* ayant une fois été le légitime possesseur du Trône, & ayant été reconnu pour tel de toute la Nation, il ne peut plus être douteux qu'en vertu du droit héréditaire, il n'ait nécessairement transmis son Sceptre à sa postérité ; & qu'ainsi ceux qui se sont déclarés jusqu'à ce jour, ou qui se déclareront dans la suite pour la cause de ses descendans, méritent nos plus justes éloges pour le sacrifice qu'ils font de leurs personnes & de leurs vies au maintien de la Loi la plus fondamentale de l'Etat : Loi qui n'intéresse pas moins la Nation que nos Rois eux-mêmes : Loi dont la subversion ne peut que causer la ruine de notre heureuse constitution, la perte de notre liberté, la destruction de nos privilèges, l'anéantissement de notre commerce, la cessation d'une heureuse paix domestique, le transport de nos richesses à une Nation étrangère : Loi sacrée en un mot dont le dépôt nous a été confié, & dont le violement nous a fait ressentir jusqu'ici les effets les plus funestes, & nous en prépare de plus déplorables encore, si nous refusons notre secours à ceux qui nous donnent le généreux exemple de tout sacrifier pour la maintenir.

Mais pour revenir à ma proposition, dont le sentiment de nos malheurs m'a écarté, peut-on douter que les généreux efforts de ceux qui sont armés pour soutenir le droit héréditaire, non-seulement ne sont pas un *attentat* contraire aux Loix, mais au contraire sont appuyés du suffrage de ces mêmes Loix ? N'est-il pas évident qu'ils agissent en conséquence du serment qui les lie à la famille des *Stuarts* en qualité de leurs Princes légitimes ? On a beau dire que la Nation se trouve dégagée de ses anciens sermens par de nouvelles Loix, & par la prestation d'un serment contraire en faveur d'une Famille étrangère ; une idée aussi extravagante peut-elle s'allier avec celle que la Religion nous donne de la nature du serment, qui étant une attestation de la Divinité même prise à témoin de la sincérité de nos promesses, devient par cela même inviolable, à moins qu'il ne fût impossible dans son exécution, ou illicite dans ses engagements, ou téméraire dans ses circonstances. Ces trois cas exceptés, aucune Puissance sur la terre ne sauroit nous en dégager, hormis celle en
faveur

faveur de qui il a été fait. Voyons donc si le Roi *Jacques* ou ses descendans légitimes nous en ont déliés. S'ils ne l'ont pas fait, la prestation d'un serment contraire, loin de détruire la force du premier, ne fait que manifester l'invalidité du second.

Je tire la preuve de la subsistance de nos anciens engagemens de toute la suite de ce qui s'est passé pendant la fatale révolution qui a fait monter sur le Trône une Famille étrangère. Il n'est pas nécessaire pour cela d'entrer dans la question, si le Roi *Jacques* avoit porté à nos libertés des atteintes qui le rendoient indigne d'orner plus long-tems sa tête des Couronnes des trois Royaumes; s'il étoit dans le cas d'avoir violé lui-même le premier le serment qu'il avoit prêté à son sacre, & d'avoir ainsi donné à ses Sujets l'exemple de se regarder comme dégagés du lien qui nous attachoit à lui. Cette discussion nous meneroit trop loin: quoiqu'il ne seroit peut-être pas difficile de montrer, qu'il y avoit une exagération manifeste, & une prévention blâmable dans la plupart des griefs portés contre ce Prince; & qu'à l'exception de quelques tentatives peut-être trop précipitées, pour faire regagner à l'autorité royale le lustre qu'elle avoit perdu pendant les troubles précédens, tous les reproches qu'on pouvoit faire contre son Gouvernement, étoient de la nature de ceux que l'impatience des Sujets fait former dans tous les Etats contre le Gouvernement des Princes même les plus équitables. Et plutôt à Dieu même que la Nation n'en eût pas de plus forts à faire contre les Regnes qui ont suivi celui de ce Prince. Mais quoiqu'il en soit de la conduite du Roi *Jacques* envers son Peuple, le point que nous traitons n'en est pas moins indubitable. Accordons pour un moment aux Partisans de la Maison de *Brunswick* tout ce qu'ils objectent contre la personne de ce Prince: passons-leur qu'il ait enfreint les engagemens contractés à son sacre avec son Peuple; du moins ne sçauroient-ils nier que les fautes qu'ils lui supposent, ne lui soient personnelles, sans influer en rien sur sa postérité. C'est ce que démontre leur conduite même, puisqu'ils se crurent obligés de faire regner successivement ses deux Filles à sa place; preuve évidente que le serment qui lioit la Nation à sa postérité, subsistoit en son entier. Car il ne faut jamais perdre de vue ce que nous avons remarqué ci-dessus, que le serment prêté au Roi regnant par les Peuples de la Grande-Bretagne, ne le regarde pas lui seul personnellement, mais qu'il comprend encore l'héritier présomptif de la Couronne. Ainsi

dans la supposition que le détronement du Roi *Jacques* ait été légitime, ce qu'il n'est pas encore tems d'examiner : posé même le cas que son abdication prétendue ait été volontaire, & qu'il se soit reconnu lui-même justement déchu de la Couronne; il est certain que du moment que la Nation a pû regarder le Trône comme vacant, dès ce moment même le Prince son Fils lui a succédé de plein droit, & le serment que la Nation lui avoit prêté d'avance comme à l'héritier nécessaire, a eu toute sa force & toute sa vigueur, sans qu'il ait eu besoin d'un nouveau serment pour se mettre en possession du Trône. On ne peut point lui supposer aucun manquement de parole, ni aucune infraction de sa part qui l'ait rendu indigne de la Couronne. Et en effet de quelle indignité auroit pû être coupable un enfant de cinq ou six mois? Ainsi rien de sa part qui l'éloignât de la Couronne. Sa naissance l'y appelloit. Le serment que la Nation lui avoit prêté d'avance, confirmoit incontestablement son droit. Les fautes même présumées à son Pere, loin de lui nuire, étoient tout autant de pas & de degrés qui l'approchoient du Trône, & hâtoient la cérémonie de son couronnement. Cette preuve parut dès-lors même tellement démonstrative aux ennemis les plus envenimés de la Famille Royale, que pour échapper à sa force victorieuse, & se tirer d'un pas si glissant, ils ne craignirent pas de *répandre sourdement* dans le Public que ce Prince n'étoit pas Fils du Roi *Jacques*, & qu'il avoit été supposé par ses Pere & Mere, aimant mieux faire à la Majesté Royale l'outrage le plus sanglant, que de rendre hommage à une vérité dont la force leur paroissoit trop invincible.

Je dis qu'ils aimèrent mieux *répandre sourdement* dans le Public la supposition du Prince de *Galles*; car quelques déterminés qu'ils fussent à violer toutes les regles, ils n'osèrent jamais hasarder une telle infâmie dans l'assemblée des Notables qui suivit la retraite du Roi *Jacques*, toute dévouée qu'étoit cette assemblée aux passions de leur cabale. Ils appréhenderent avec raison qu'une telle imposture ne fût sifflée comme elle le méritoit; & quoiqu'ils ne manquassent ni de témoins à gages, ni de juges vendus à leurs intrigues, ni de membres prêts à tout sacrifier pour leur plaire, ces chefs de faction d'ailleurs si audacieux à tout entreprendre contre les regles, n'osèrent entamer une question si délicate, bien assurés d'y échouer, s'ils en avoient eu la hardiesse: & outre la crainte d'un soulèvement général de toute la Nation, attendrie
par

par le souvenir d'un Enfant qui lui avoit été si cher, & dont elle n'auroit pû voir la dégradation avec indifférence, ils appréhenderent de plus que la foiblesse des preuves qu'ils auroient à produire ne fût une nouvelle confirmation du droit de cet auguste Enfant; & qu'au lieu de réussir à le dépouiller de son Etat, tous leurs efforts ne servissent qu'à en constater de plus en plus la vérité. Ce que j'en dis, je ne l'avance pas de moi-même. C'est le Docteur *Burnet*, l'adversaire le plus passionné du Roi *Jacques*, qui nous subministre cette anecdote. Il nous apprend qu'il fut chargé lui-même de faire la recherche de toutes les preuves qui viendroient à sa connoissance, pour autoriser les soupçons de la supposition: il nous donne même le détail informe de ses recherches; & enfin après un long verbiage rempli de contradictions, il est forcé d'avouer qu'on n'osa point entamer cette question, de peur que la foiblesse des preuves qu'on auroit produites, ne fût un argument confirmatif de la naissance légitime de ce Prince. Il faut certainement que les droits de la posterité du Roi *Jacques* soient bien solidement fondés, puisque ses ennemis ne crurent pouvoir parvenir à en sapper les fondemens qu'au moyen d'une imposture des plus grossières; imposture pourtant qui, contre leur intention, sert plutôt à les confirmer qu'à les détruire. Les factieux se voyant donc déçus de l'espérance de pouvoir nuire à ce jeune Prince par la voye de la calomnie, crurent y mieux réussir par celle du silence. C'est pourquoi ils en agirent avec lui comme s'il n'avoit jamais existé, c'est-à-dire, qu'ils prirent le parti de ne faire aucune mention de lui dans tous les actes qu'ils passèrent, comme s'ils avoient espéré de pouvoir inspirer leur oubli à toute la Nation. Mais ils eurent beau faire: la Nation plus équitable n'a jamais perdu le souvenir d'un Enfant de l'Etat, dont la naissance avoit été depuis long-tems l'objet de tous ses vœux les plus ardens; & malgré les différens changemens que l'esprit de faction a opéré parmi nous, il n'a pas été possible aux factieux de changer la disposition des esprits & le penchant du cœur de la plus saine partie du Peuple Britannique; penchant qui a porté dans tous les tems ce Peuple à manifester ses desirs sinceres pour son rétablissement, malgré les efforts qu'a fait le parti contraire pour en étouffer les expressions.

Mais d'où a pû venir cet attachement constant de la principale partie de la Nation pour le Sang des *Stuarts*, que de la vive

persuasion où elle a toujours été, que son droit à la Couronne étoit perpétuel & inaliénable? Il n'en est pas en effet des droits qu'on tire de la nature & du sang, comme de ceux qu'on obtient par des engagements civils. Si ceux-ci sont changeans, sujets à se perdre ou à se prescrire; ceux-là sont immuables, inadmissibles & imprescriptibles; ce qui fait qu'un Enfant qui auroit des preuves légales de sa filiation, seroit au bout de cent ans admis à les faire valoir, quoiqu'il n'eût jamais été en possession de son Etat, & qu'il lui eût même été inconnu. A plus forte raison un Prince qui a porté parmi nous le titre & la qualité de Prince de *Galles*: un Prince pour qui on a fait publiquement des Prières, non-seulement dans toutes les Eglises des trois Royaumes, mais même à la Haye, dans la Chapelle du Prince d'*Orange*; Prières au reste qui n'ont pas été simplement générales, comme celles qu'on fait en commun pour toute la Famille Royale, mais dans lesquelles il a été nommément désigné: un Prince qui a été publiquement reconnu pour l'Héritier légitime de la Couronne, & qui a joui de toutes les prérogatives qui y sont attachées; un tel Prince, dis-je, peut-il avoir une plus forte preuve de sa possession d'Etat? On a beau dans la suite le passer sous silence: une cabale intrigante a beau faire porter contre lui des bils d'exclusion: on a beau mettre sa tête à prix, & donner à toute l'Europe le scandaleux exemple d'un parricide acheté publiquement à prix d'argent; tous ces efforts, loin de le dépouiller de son Etat, lui en assurent au contraire de plus en plus la possession, & sont autant d'actes & de titres authentiques qui la confirment. Les droits du Sang une fois reconnus en lui, le mettent à couvert de toutes les machinations qu'on pourroit dans la suite employer pour le dégrader de son Etat, parce qu'il ne dépend plus de la disposition des Loix civiles, mais qu'il est fondé sur celles de la nature infiniment supérieures.

C'est déjà beaucoup que d'avoir démontré invinciblement la possession d'Etat du jeune Prince de *Galles*; je pourrois m'en tenir-là, & laisser aux fameux Jurisconsultes le soin d'en tirer les conséquences qui en résultent nécessairement en faveur de l'entreprise qu'il vient de tenter pour se mettre en possession du Trône de son Pere. Mais comme une si importante matiere ne scauroit être trop éclaircie, je me propose encore de faire voir la vive impression que le droit héréditaire a continuellement faite sur l'esprit de toute la Nation, & la forte persuasion

en elle a toujours été que ce droit ne regardoit que les descendants du Roi *Jacques* : impression au reste qu'il fut impossible aux plus ardens des factieux de jamais effacer ; je ne dis pas seulement dans les autres , mais en eux-mêmes. C'est ce qui va paroître par le récit de ce qui se passa dans l'Assemblée que les partisans du Prince d'*Orange* convoquerent après la retraite du Roi *Jacques*. Les faits en sont curieux , & nous fournissent des preuves démonstratives que jamais entreprise n'a moins mérité les qualifications deshonorantes de *rébellion* & d'*attentat* , que celle que les Ministres du Roi *Georges* osent flétrir d'une épithete si odieuse.

A peine le Roi *Jacques* fut-il sorti du Royaume pour mettre sa personne à couvert des *attentats* qu'il avoit tout sujet d'appréhender , que les chefs de la faction se trouverent embarrassés sur le parti qu'ils avoient à prendre dans une conjoncture si délicate. Le Parlement n'étoit point assemblé ; & comme selon nos Loix il ne se peut rien faire légitimement que par le ministère du Parlement , & que d'ailleurs il n'y a que le Roi qui ait le droit de le convoquer , ils comprirent d'abord l'illégalité de tout ce qu'ils pourroient résoudre. Pour remédier donc à l'irrégularité de leurs procédures , ils jugerent à propos d'assembler un certain nombre de personnes parmi ceux qui avoient été députés pour quelqu'un des trois derniers Parlemens , & qui se trouvoient à *Londres* : & par leur avis ils prièrent le Prince d'*Orange* de prendre en main le gouvernement de l'Etat ; & en cette qualité d'indiquer une Assemblée générale de la Nation dans les formes ordinaires , non pas sous le nom respectable de Parlement , sçachant trop bien que cette Assemblée illégitime n'en pouvoit pas porter le titre ; mais sous celui de *Convention* qui leur parut plus modeste , & dont ils avoient un exemple dans l'Assemblée qui avoit rappelé *Charles II*. En conséquence de leur avis , le Prince d'*Orange* fit publier qu'on eût à procéder dans les Provinces pour l'élection des Députés. Bien entendu qu'on fit tant par les intrigues & les menaces , qu'on parvint à en exclure tous ceux qui ne leur parurent pas assez dociles pour se prêter à l'exécution de leur dessein , ou en qui ils crurent remarquer quelque reste d'affection pour la Maison Royale. Les Députés choisis s'assemblerent en vertu des ordres du Prince le mois de Janvier suivant ; & le premier point qui se présenta à leur délibération , fut la maniere dont ils s'y prendroient pour
disposer

disposer de la Couronne. Mais comment y procéder, & en faveur de qui ? C'étoit-là le grand embarras. Disposer d'un Trône actuellement occupé par un Roi, & après sa mort destiné selon les Loix à un successeur légitime réellement existant, leur parut un coup bien hardi. Les difficultés se présentoient en foule ; il falloit les surmonter. Comment faire ? L'expédient qu'on imagina fut de déclarer le Trône vaquant. Mais de quel genre de vacance ? Ce n'étoit point par mort, puisque le dernier possesseur étoit encore vivant. Ce n'étoit point non plus par l'extinction de la Famille Royale, puisque le Roi *Jacques* avoit actuellement trois enfans en vie, un fils du second lit, & deux filles du premier. Nouvel embarras. L'assemblée étoit composée de membres qui étoient dans des partis opposés & dans des principes tous différens. Les uns (& c'étoit le plus grand nombre,) prétendoient que le Trône de la Grande-Bretagne n'étoit jamais vaquant, parce que le droit héréditaire étant en usage dans les trois Royaumes, il étoit incontestable, qu'arrivant le décès du dernier possesseur, sa place étoit aussitôt remplie de plein droit par le successeur immédiat, sans qu'on pût supposer un seul instant de vacance, suivant la maxime reconnue dans tous les Pays où le droit héréditaire a lieu ; *le mort saisit le vif*, c'est-à-dire, que le dernier possesseur donne par sa mort ouverture au droit de son successeur légitime, & le met réellement en possession. Ils représentoient donc que supposé qu'on déclarât le Trône vacant, on ne pouvoit le déclarer tel que par rapport à la Personne du Roi *Jacques* qui cessoit de le remplir : mais que dans cette supposition extraordinaire, son droit se trouveroit sur le champ dévolu à son légitime héritier ; & que par conséquent il étoit indispensable d'appeler à la succession celui à qui sa naissance donnoit un droit évident, puisqu'il étoit hors de doute qu'avenant le cas de la vacance, dès le même moment la place se trouvoit remplie par le successeur légitime.

Ces raisons étoient si palpables qu'il étoit impossible de n'en pas sentir toute la force. Elles furent même si victorieuses, qu'elles arracherent un aveu ingénu de la certitude du droit héréditaire aux partisans les plus zelés du Prince d'*Orange*, qui formoient le second des trois partis dont nous venons de parler ; parti qui, quoique moins nombreux, se trouvoit néanmoins le plus fort, parce qu'il avoit l'appui d'une Armée étrangère logée dans *London* même, ou aux environs. Mais en convenant de bonne foi de

de l'existence du droit successif, les Chefs de ce second parti soutenoient que dans les circonstances présentes il ne falloit faire aucune attention aux droits d'un Enfant qu'on avoit soustrait aux yeux de la Nation, pour le transporter dans un Royaume étranger : que le plus court étoit de ne faire aucune mention de lui, mais plutôt de le regarder comme s'il n'eût jamais existé, afin de faire passer son droit sur la tête de la Princesse *Marie*, fille aînée du Roi *Jacques*, & Epouse du Prince d'*Orange*.

Un troisième parti formé par un petit nombre de Fanatiques, reste méprisable de la perfide faction qui avoit voulu détruire la Royauté par les inspirations de *Cromwel* ; ce troisième parti, dis-je, étoit d'avis que sans avoir égard au droit héréditaire, on procédât à remplir le Trône par voye d'élection, dans l'esperance qu'après avoir fait déclarer la Couronne élective, il se présenteroit quelque conjoncture favorable dont ils pourroient profiter pour abolir la Royauté, & rétablir le gouvernement républicain ; idée favorite à laquelle ils étoient prêts de tout sacrifier. Une proposition si téméraire, quoiqu'applaudie du Prince d'*Orange*, & appuyée secrètement de son crédit, fut rejetée avec execration, non-seulement de toute la Nation, mais encore des suppôts des deux autres partis, quelque attachés qu'ils fussent aux intérêts de la faction d'*Orange*. Il paroît surprenant que ce Prince, qui par sa Mere sœur des deux derniers Rois, étoit Prince du Sang d'Angleterre, se fût rangé à un avis qui n'alloit pas à moins qu'à dégrader une Famille à laquelle il avoit l'honneur d'appartenir de si près. Mais cette surprise cessera, lorsqu'on viendra à faire réflexion que ce Prince n'avoit en sa faveur que cette seule voye d'élection pour parvenir à notre Couronne. Il étoit trop éloigné de la souche pour esperer d'y parvenir de son chef. Il comptoit devant lui trois têtes sur lesquelles elle auroit dû passer, avant que de venir orner la sienne. C'étoit les trois enfans du Roi *Jacques*, le Prince de *Galles*, & les Princesses *Marie* & *Anne* ; & il sentoît bien qu'il étoit juste que les descendans de ce Prince eussent la préférence sur le Neveu. D'un autre côté, à cette qualité de Neveu, il joignoit celle de Gendre, qui pouvoit l'y conduire du chef de sa Femme ; mais il lui paroissoit bien humiliant de ne devoir son Sceptre qu'aux droits de sa Femme. Il fut donc obligé d'user de politique pour amener les esprits au but qu'il desiroit si ardemment.

Pour cet effet il se tint renfermé dans son Palais pendant tout
le

Le tems des délibérations, sans se laisser pénétrer par aucun des partis. Quand il les vit bien embarrassés dans le labyrinthe des difficultés qui se présentoient sans nombre de toutes parts : quand il vit que malgré ces difficultés le penchant de la plupart les portoit à se déclarer pour le droit héréditaire, & qu'ils n'étoient occupés qu'aux moyens de concilier ce droit avec la résolution qu'ils avoient prise de retrancher le Rejetton le plus proche de la Famille Royale, pour transporter son droit au Rejetton suivant, il crût qu'il étoit alors tems de se déclarer. Ainsi ayant mandé les principaux Confidens de sa cabale, il leur fit avec une candeur affectée la déclaration naïve de ses sentimens. Il leur exposa donc qu'il avoit voulu jusqu'alors rester neutre entre les différens partis qui les divisoient, afin qu'il ne parût point avoir voulu gêner leurs délibérations, & qu'on ne pût point l'accuser d'avoir extorqué leurs suffrages. Mais que comme il apprenoit que suivant le penchant de la Nation ils étoient sur le point de se déclarer pour le droit héréditaire, & qu'en conséquence ils alloient déferer la Couronne à la Princesse Marie son Epouse, il étoit bien aise de les avertir, que s'ils pensoient tout de bon à couronner cette Princesse, il ne s'y opposeroit pas : mais qu'ils ne devoient pas trouver mauvais si après cette démarche il ne se mêloit plus de leurs affaires ; qu'il étoit venu en Angleterre dans la vûe d'obtenir la réparation des griefs dont ils se plaignoient ; qu'il comptoit y avoir réussi : mais qu'on n'en exigeât pas davantage de lui : qu'ainsi ils ne devoient pas être surpris, s'il pensoit tout de bon à se retirer, puisqu'il ne lui restoit plus rien à faire pour leur service : qu'il avoit sa retraite toute prête dans un Etat voisin qui lui avoit donné la naissance : qu'ils se trompoient fort s'ils croyoient qu'il fût d'humeur à devenir le premier Sujet de sa Femme ; que grâces à Dieu il étoit dans une situation de fortune à pouvoir se passer de briguer de nouvelles dignités hors de sa patrie : mais que quand même sa fortune seroit beaucoup plus médiocre ; quelque estime d'ailleurs qu'il se sentît pour la Princesse Marie son Epouse, il se connoissoit d'un caractère à ne recevoir jamais ses ordres d'une coëffe.

Une déclaration si sèche & si précise fut un coup de foudre pour les Chefs de la faction, & ne leur laissa aucun lieu de douter que le Prince n'eût pris son parti de se retirer, à moins qu'on ne lui offrît la Couronne. Il ne leur fut pas difficile de s'appercevoir au travers du voile dont il cherchoit à couvrir son ambition, la soif ardente de regner dont il étoit dévoré. Ils virent bien qu'il falloit la satisfaire, pour ne pas s'exposer à en être abandonnés.

abandonnés. Car que feroient-ils devenus après la retraite du Prince d'*Orange*? N'étoit-il pas à craindre que la Nation qui commençoit à s'attendrir sur le sort du Roi *Jacques*, ne revînt à lui avec autant d'ardeur, qu'elle avoit montré de légèreté à l'abandonner? Que n'avoient-ils pas à craindre en ce cas? Leur tête, ou du moins une vie errante alloit devenir le prix de leur rébellion. Pour se mettre à couvert d'une si juste crainte, ils disposèrent toutes leurs machines pour entraîner les autres Membres de la *Convention* à un parti favorable aux vûes ambitieuses du Prince d'*Orange*. Ils leur représentèrent le danger où ils seroient tous exposés, si le Prince venoit à les abandonner, comme il y paroïssoit résolu, à moins qu'on ne lui déferât la Couronne: qu'après l'insulte cruelle qu'ils venoient de faire au Roi *Jacques*, ils seroient entièrement perdus, s'ils retomboient sous son joug: qu'ils y retomberoient cependant infailliblement, si le Prince ramenoit ses troupes; parce que la Nation, suivant sa pente naturelle, reviendrait avec plaisir sous l'obéissance de son Roi, dont le parti commençoit à se relever: qu'il falloit se mettre au-dessus des difficultés, & ne pass'embarasser des inconvéniens, puisqu'il ne leur restoit que cet expédient pour se délivrer du danger qui les menaçoit.

Cet expédient consistoit à proclamer le Prince d'*Orange* & la Princesse *Marie* Roi & Reine d'Angleterre conjointement, laissant dans l'indécision si ce Prince y étoit appelé par voye délection, ou s'il y parvenoit simplement du chef de sa femme. Mais il étoit plus aisé de le proposer, que de le faire réussir. Il est vrai que par cette indécision ils trouvoient le moyen de satisfaire les deux partis, celui qui soutenoit le droit héréditaire, & celui qui se déclaroit pour l'usage nouveau d'un droit électif. On disoit à ceux du premier parti: *Vous gagnez votre cause, puisque c'est en vertu du droit de succession que la Princesse MARIE parvient au Trône.* On flattoit ceux du second de l'esperance que l'élection du Prince d'*Orange* donneroit à la Nation un exemple, qui dans la suite pourroit se changer en coutume. Après avoir ainsi disposé les esprits à tout entreprendre, il sembloit qu'il ne restoit plus qu'à procéder à la nouvelle élection. Le chemin paroïssoit aplani, mais il ne l'étoit pas. De nouvelles difficultés imprévûes arrêterent tout d'un coup les promoteurs de la Cabale. Il falloit sauver les apparences, pour ne pas trop effaroucher la Nation: & c'est ce qui ne paroïssoit pas facile. Car enfin com-

ment remplir un Trône déjà rempli ? Y procédera-t-on par voye de détronement, ou de déposition ? Un tel moyen auroit été bien du goût des Factieux : mais comment oser l'entreprendre, sans s'exposer à un soulèvement général de tout le Peuple ? L'histoire d'Angleterre fournissoit bien des exemples de Rois détronés ; mais pas un n'avoit son application au cas présent. Dans les guerres civiles qui divisèrent la Nation au sujet des deux *Roses*, on trouve plusieurs Rois détronés successivement par leurs Compétiteurs. Mais alors la Nation étoit divisée sur la préférence & la validité des droits de chacun des Princes rivaux. Quand le parti victorieux avoit précipité du Trône celui qui l'occupoit, il ne croyoit pas avoir commis une injustice. Il regardoit au contraire ce détronement comme une restitution faite au véritable propriétaire. Il y a plus : lorsque la frénésie des Fanatiques se porta sous *Cromwel* jusqu'à cet excès d'horreur, que de faire monter le Roi *Charles I.* sur l'échaffaut, ces furieux étoient si éloignés de penser à le détroner, (ce qui étoit la voye la plus simple pour le priver de la Couronne,) qu'au contraire par une imagination des plus bizarres, ils mettoient son nom au commencement de tous les actes & de toutes les procédures qu'ils dressaient pour lui faire son procès.

Dans le cas présent le Roi *Jacques* n'avoit point de Compétiteur, dont le droit pût être mis en balance avec le sien, & donner quelque couleur au détronement. Au défaut donc de ce moyen inadmissible, il fallut avoir recours à la vacance du Trône qu'on supposoit comme certaine. La Nation voyoit bien qu'on la jouoit. Mais comment en tirer vengeance sans Chef, sans Troupes, à la vue & sous le glaive d'une Armée étrangère ? Elle prit donc le parti de gémir en secret de l'audace des Factieux, en attendant que des circonstances plus favorables, & l'excès même de la fureur des mutins pussent lui fournir le remède à ses maux. Cependant la résolution de déclarer le Trône vaquant n'étoit pas sans difficulté. Pour faire cesser les murmures, & éblouir le Peuple, il étoit important de spécifier le genre de vacance. Car il n'étoit pas difficile de prévoir que la simple déclaration de la vacance du Trône n'en imposeroit à personne, à moins qu'on n'eût la condescendance de faire sçavoir en quel sens on le regardoit comme vaquant, puisque personne n'ignoroit qu'il étoit réellement rempli *de fait & de droit*. De fait, par la personne du Roi *Jacques* actuellement vivant ; & de droit,

tant

tant par ce Prince , qu'à son défaut par son héritier légitime. De tous les differens genres de vacance qui se présenterent à leur imagination échauffée , ils n'en trouvoient aucun qui fût applicable au cas présent. On les parcourut tous , excepté le seul qui pouvoit y convenir. *Le détronement , la déposition , la mort naturelle , la mort civile , la démission , l'abdication , la désertion*. Toutes ces especes furent discutées avec chaleur. On fut obligé de convenir qu'on ne pouvoit faire aucun usage des cinq premiers. La vacance *par détronement* , ou *par déposition* , ne pouvoit point s'y appliquer , puisque le Roi *Jacques* n'avoit point encore été ni détroné , ni déposé. Celle par *mort naturelle* y convenoit encore moins , puisqu'il étoit constant qu'il étoit actuellement en vie. On ne pût pas non plus se prévaloir de la vacance par *mort civile* , qui n'a lieu que lorsque la personne dont il s'agit , est en esclavage parmi les Ennemis , ou qu'elle est condamnée juridiquement à quelque peine qui porte la confiscation à perpétuité de corps & de biens , ou le bannissement perpétuel hors du Royaume. Car il étoit visible que le Roi *Jacques* n'étoit dans aucun de ces cas. Il n'y avoit pas lieu non plus de proposer la vacance par *démission* , qui arrive lorsqu'une personne pourvue d'une Charge , la remet entre les mains de son supérieur. Or le Roi *Jacques* n'avoit jamais donné sa démission. Et en effet entre les mains de qui en auroit-il pû remettre l'acte , puisqu'il n'avoit point de supérieur dans le Royaume ?

Il ne restoit donc plus que les deux dernieres especes de vacance , *l'abdication* & *la désertion* ; & c'est aussi les seules auxquelles on se résistait. Mais ce qu'il y eut de singulier , c'est que comme les Membres de la *Convention* , à l'imitation du Parlement , s'étoient partagés en deux Chambres , la haute & la basse , ils se trouverent aussi partagés de sentiment sur ces deux especes de vacance. Les uns vouloient qu'on prononçât le Trône vaquant par *abdication* ; & c'étoit l'avis des Membres de la Chambre basse. Les autres , (c'étoit ceux de la Chambre haute) soutenoient que le terme d'*abdication* n'étoit point applicable à ce cas , & qu'il falloit s'en tenir à celui de *désertion*. Ils se réfutoient les uns les autres d'une manière invincible & capable d'ouvrir les yeux à tous autres qu'à des furieux. Ceux qui tenoient pour l'*abdication* , disoient que jamais terme n'avoit été employé d'une manière plus impropre que celui de *désertion* , pour exprimer la retraite du Roi *Jacques* hors du Royaume : que ce terme ne convenoit

qu'à ceux qui abandonnoient l'exercice de leur Charge ou de leur Dignité pendant un certain tems déterminé par les Loix : que pour l'ordinaire ceux qui possédoient des Charges à vie , n'étoient censés les avoir abandonnées , qu'après une absence ou cessation de fonction pendant trois ans ; encore falloit-il , pour qu'on pût les en déclarer déchûs , leur avoir fait les sommations nécessaires d'en reprendre les fonctions : que le moins qu'on pouvoit accorder à la Dignité royale , étoit de ne pas la traiter d'une manière moins favorable que les autres Charges de l'Etat : qu'apparemment il n'y avoit jamais eu de Loi qui réglât le tems pendant lequel un Roi pourroit être absent , sans perdre sa Dignité : qu'ainsi on ne pouvoit sans injustice refuser au Roi Jacques le même terme de trois ans , que les Loix accordoient aux simples Particuliers : qu'il y avoit si peu de tems qu'il étoit absent , qu'à peine avoit-on eu celui de s'appercevoir de son absence : qu'il n'y avoit pas encore six semaines d'écoulées , à compter du jour qu'on le disoit parti : qu'ainsi , pour déclarer le Trône vacant par *désertion* , il étoit indispensable de lui faire les sommations prescrites par les Loix de le venir remplir : que s'il persiffoit dans son refus , alors au bout de trois ans on pourroit procéder contre lui , comme contre un *déserteur* de sa Dignité.

Ces raisons étoient affomnantes ; mais celles de la Chambre haute contre le terme d'*abdication* , ne l'étoient pas moins. Car , disoit-on , *qui dit abdication , dit la résignation volontaire d'une Charge ou d'une Dignité , que celui qui en est revêtu , fait publiquement à son successeur. C'est ainsi que Charles-Quint résigna ses Etats à son fils Philippe , & sa Couronne Impériale à son frere Ferdinand , dans l'Assemblée des Etats de Brabant. Peut-on dire que le Roi Jacques en ait agi de même ? Où , quand , & comment l'a-t-il fait ? Appeler abdication sa retraite , soit forcée , soit volontaire , n'est-ce pas se moquer du Public , & se jouer des termes ? Lui restoit-il d'autre parti à prendre ? Un Roi qui se voit attaqué à main armée par un Prince son neveu & son gendre : qui se voit abandonné par son Armée passée sous les enseignes de son Ennemi : qui se voit arrêté dans son Palais : à qui au milieu de la nuit on signifie l'ordre dans son lit de sortir de sa Ville capitale : à qui on donne des gardes comme à un prisonnier , peut-il sans moquerie être accusé d'avoir abdiqué la Couronne , lorsque pour se mettre à couvert des nouveaux outrages qu'il avoit sujet de craindre , il prend le parti de se retirer dans un Royaume voisin & allié ? Car il est à remarquer que la Grande-Bretagne non-seulement n'étoit pas*

pas alors en guerre avec la France , mais au contraire venoit de contracter avec elle une étroite alliance. De bonne foi , il faut bien peu respecter la vérité , pour en faire un abus si indigne.

Une si vigoureuse rispoſte auroit été capable de couvrir de confuſion les auteurs du terme d'*abdication* , ſi leur effronterie n'étoit pas parvenue à ſon comble. Mais comme il eſt rare que des gens d'une certaine trempe ſe laſſent déconcerter , lorsqu'ils ont entièrement levé le maſque , les Chefs de faction perſiſtèrent dans leur ſentiment , & tinrent bon chacun pour le parti qu'ils avoient embrasſé , juſqu'à ce qu'on leur eut fait comprendre que leur méſintelligence alloit les perdre. Ainſi la Chambre haute , ordinairement ſi fiere , eut pour cette fois la complaiſance de paſſer à la Chambre baſſe ſon terme favori d'*abdication* , plutôt que de voir échouer leurs projets en ſ'aheurtant à une vetille grammaticale. On n'a pas de peine à deviner la raiſon pour laquelle ils ne propoſèrent pas la ſeule eſpece de vacance , qui pouvoit ſeule avoir trait aux circonſtances préſentes. C'étoit l'*expulſion* ; puis-que ſi le Trône étoit vaquant , il ne pouvoit l'être que de la dernière façon. Mais comme ce terme ne ſe dit que de ceux qui ont été chasſés par violence , & qu'ils vouloient donner à entendre que le Roi *Jacques* avoit de ſon propre mouvement renoncé à ſa Dignité , ce terme leur parut apparemment trop ſignificatif & peu convenable au deſſein qu'ils avoient de garder les apparences. Ainſi , ſans plus s'arrêter à une diſpute de mots indigne de leur gravité , on en vint à l'eſſentiel , & on déclara le Trône vaquant ſelon l'intention de la Chambre baſſe. En conſéquence de cette vacance ſuppoſée , on appella à la Couronne de la Grande-Bretagne le Prince d'*Orange* & la Princeſſe ſon Epouſe conjointement en qualité de Roi & Reine , ſans ſpécifier en vertu de quel droit on y appelloit ce Prince ; ſi c'étoit en vertu d'une élection extraordinaire , ou ſeulement en vertu du droit de ſa Femme. Ce qu'on ajouta à cet acte ne ſervit qu'à confirmer cette équivoque. Il y fut dit qu'au cas que le Prince ſurvêquit à la Princeſſe *Marie* , il porteroit le titre de Roi ſa vie durant , mais que ſon droit ne paſſeroit point à ſes Enſans d'une autre Femme que la Princeſſe *Marie* : c'eſt pourquoi après le décès de l'un & de l'autre ſans enſans de leur mariage , la Couronne ſeroit dévolue à la Princeſſe *Anne* , ſeconde fille du Roi *Jacques* , & Sœur de la Princeſſe *Marie* , & à ſa poſtérité légitime ; au défaut de laquelle les Enſans du Prince d'*Orange* d'une ſeconde Femme pourroient

y parvenir. Peut-on reconnoître en termes plus formels le droit héréditaire en la Famille du Roi *Jacques*, qu'en déclarant comme on fit que l'exception passagere formée en faveur du Prince d'*Orange*, ne regardoit que sa Personne, & ne pouvoit avoir aucune influence pour l'avenir, même à l'égard des Enfans qu'il auroit d'une souche étrangere au Sang de ce Roi? Tant il est vrai que la persuasion du droit successif de cette Famille étoit si intime, que ses plus mortels ennemis étoient forcés d'en reconnoître la légitimité, dans le tems même qu'ils cherchoient à y donner atteinte.

Mais avant que de passer plus avant, réfléchissons un instant sur la démarche précipitée de cette factieuse cabale. Sa conduite n'est qu'un tissu de contradictions. Qu'étoit-il besoin de déclarer le Trône vaquant, puisqu'ils en reconnoissoient le droit héréditaire dans la Famille des *Stuarts*? Un Trône héréditaire n'est jamais censé vaquant, que par l'extinction totale de la Famille Royale. C'est une réflexion qui ne leur avoit pas échappé, & sur laquelle ils roulerent long-tems. N'étoit-il pas plus simple de déclarer que le Roi *Jacques* ayant quitté la Couronne, soit par *abdication*, soit par *désertion*, il n'importe, son droit étoit passé à la Princesse *Marie* sa fille aînée, & par association au Prince d'*Orange* son Epoux? La déclaration de la vacance du Trône étoit absolument inutile & contradictoire avec leur conduite, puisqu'en appelant uniment la Princesse *Marie* & son Epoux au Trône, ils laissent croire au Public qu'ils ne faisoient que suivre la disposition des Loix sur l'ordre des successions & l'usage établi dans le Royaume. Il paroît d'abord extraordinaire que des gens d'un esprit si délié n'eussent point pris ce parti. Mais ils avoient leurs raisons: & il n'est pas inutile de les développer. S'ils n'avoient point déclaré le Trône vaquant, ils auroient été obligés de se conformer aux Loix touchant l'ordre des successions. Mais dans ce cas la Princesse *Marie* n'y pouvoit être appelée la première. Il est vrai qu'elle étoit l'aînée des filles du Roi *Jacques*, & d'un premier lit. Mais ce même Roi avoit un fils d'un second lit, qui reculoit sa sœur aînée, tel étant parmi nous le privilege du sexe masculin que les mâles d'un second lit sont préférés aux filles même du premier lit. Il n'étoit donc pas possible de suivre l'ordre des successions sans faire mention de lui, & l'appeler au rang qui lui étoit dû. Mais un acte de justice si nécessaire, ne s'accordoit point avec les vûes ambitieuses du Prince d'*Orange*,

&c

& il étoit impossible d'affouvir la passion de celui-ci, sans faire tort aux droits de celui-là. Le Prince d'*Orange* étoit présent, armé, nécessaire aux projets des factieux. Le jeune Enfant royal étoit absent, sans appui, sans défenseur, sans autre soutien que celui de son droit. La justice parloit pour lui, mais la brigue & la cabale en étouffoient la voix. Quelle merveille donc qu'avec de tels avantages le Prince d'*Orange* l'ait emporté? Malgré tout cela, au milieu de la cohûe qui étourdissôit en faveur du Prince d'*Orange*, il se trouva des Membres assez équitables pour proposer de reconnoître cet auguste Enfant pour héritier légitime de la Couronne, & de déférer pendant sa minorité la Régence au Prince d'*Orange*. La proposition paroissôit raisonnable & dans les regles. Dans la supposition de l'*abdication*, ou de la *désertion* du Roi *Jacques*, son fils qui lui succédoit de droit, étant absent & dans un âge qui le rendoit incapable de gouverner par lui-même, il étoit indispensable de substituer un Régent qui gouvernât en son nom; & cette qualité ne pouvoit convenir qu'au Prince d'*Orange*, qui par sa naissance se trouvoit le plus proche parent du jeune Prince, & qui étoit d'ailleurs son Beau-frere par son mariage avec sa Sœur aînée. Cependant cette proposition, toute raisonnable qu'elle paroissôit, déplut au Prince. Une autorité limitée à un certain nombre d'années ne fut point de son goût, & d'ailleurs rien n'étoit capable de rassasier son ambition, que la possession du Trône. On tâcha de le satisfaire par un autre expédient. La postérité aura peine à le croire, mais le fait n'en est pas moins certain. On délibéra donc de reconnoître deux Rois regnans conjointement, dont l'un n'en auroit que le nom & les honneurs, & l'autre avec le nom & les honneurs jouiroit de toute l'autorité, à l'imitation de ce que les voyageurs nous assurent être en pratique au *Japon*, à la *Cochinchine*, au *Tonquin*, &c. où réellement une telle forme de gouvernement s'est établie depuis quelque tems. Sur ce modele, on auroit laissé au Roi *Jacques*, ou au Prince de *Galles* son fils, la qualité stérile de Roi, & on auroit revêtu le Prince d'*Orange* de toute l'autorité, avec le nom & la Dignité Royale. Par bonheur pour nous un si extravagant projet fut rejeté du Prince. Son ambition ne s'accommoda pas d'une Dignité partagée. Il craignit avec raison que la Nation revenue des accès de son délire, ne se rejetât entre les bras de son Roi légitime, & que prenant en main sa défense contre le ravisseur de son autorité, elle ne lui fît porter

la peine de son injuste usurpation. Ainsi son refus nous garantit du funeste inconvénient d'une Royauté partagée, & nous délivra de la crainte d'une guerre civile éternelle, dont elle auroit été la source intarissable.

Toutes les propositions faites en faveur du jeune Prince ayant donc échoué, & la cabale ne voulant point avoir le démenti sur ses projets, il ne resta plus d'autre parti aux factieux, que de passer ce jeune Enfant sous silence, sans en faire aucune mention, ni plus ni moins que s'il leur eût été inconnu. On fermoit la bouche de ceux qui l'ouvroient en sa faveur, par cette extravagante réponse: *Qu'avons-nous à faire de nous mettre en peine d'un Enfant qu'on a soustrait aux yeux de la Nation?* C'est-à-dire donc qu'au cas qu'on ne l'eût pas soustrait, on n'auroit pû se dispenser de lui rendre justice, & que sa présence lui auroit donné un droit incontestable, qu'on ne lui ravissoit que sous le prétexte de son absence. Mais dans quel Code a-t-on trouvé que l'absence d'un Fils qui a une possession d'Etat, puisse l'en dépouiller, & que la soustraction qu'on fait de sa personne le prive des droits légitimes de sa naissance? Nous avons fait voir ci-devant que lors de la retraite du Roi son Pere, ce jeune Prince étoit dans une possession réelle & actuelle de son Etat. Par quelle raison cette soustraction auroit-elle pû lui nuire? Elle n'étoit point de son fait, & on ne pouvoit pas la lui imputer. Il étoit naturel que ses augustes Pere & Mere, justement allarmés sur le sort d'un Enfant si cher, & dont la vie étoit si précieuse à eux-mêmes & à l'Etat, cherchassent à le mettre à couvert des entreprises qu'on auroit pû former contre ses jours. On ne fera point au Prince d'Orange le sanglant outrage de le croire capable d'un si horrible crime, que celui d'attenter sur la vie de ce jeune Prince. Mais on ne scauroit avoir la même opinion des Chefs des factieux. Des gens assez extravagans pour débiter en Public qu'il ne falloit pas s'embarrasser de la vie d'un Enfant soustrait aux yeux de la Nation, & pour souffler secrettement aux oreilles du Peuple que sa naissance étoit supposée, ne paroissent pas être d'une conscience assez délicate & assez scrupuleuse pour qu'on eût lieu de les croire incapables d'une noirceur. L'état de rébellion manifeste où ils étoient alors; la prise actuelle d'armes contre leur Souverain; leurs intrigues pour débaucher l'Armée royale, auxquelles ils avoient réussi; leurs calomnies & impostures contre la légitimité de ce même Enfant; toute la suite en un
mot

mot de leur conduite faisoit justement appréhender qu'un crime de plus ou de moins n'auroit pas fait une grande impression sur des esprits si déliés. La vie d'un Enfant tient à si peu de chose, que rien n'eût été plus aisé que de dérober au Public la connoissance de leur *attentat*.

Tels pouvoient être les justes motifs des appréhensions des Pere & Mere de cet Enfant chéri. Mais en supposant même que leurs allarmes fussent mal fondées, quel tort pouvoit donc faire aux droits de cet Enfant la soustraction dont on veut faire usage contre lui? N'est-il pas de principe que dès qu'une fois l'Etat d'un Enfant a été reconnu, tout ce que ses Pere & Mere pourroient faire pour l'en dépouiller, ne sçauroit plus lui porter préjudice? On voit quelquefois des Peres assez dénaturés pour supprimer l'Etat de leurs Enfans légitimes, poussés par des passions bizarres dont les effets sont toujours singuliers & souvent incompréhensibles. Des Enfans si injustement traités trouvent leur asile dans la protection des Loix; & lorsqu'ils peuvent produire des preuves légales de leur Etat, la Justice ne leur refuse point son secours, & les rétablit dans leurs prérogatives. Ainsi, si le Roi Jacques avoit tenté la suppression d'Etat du Prince son Fils, ce qui est bien différent de la soustraction qu'on lui impute, sa tentative n'auroit pu causer aucun préjudice aux droits du jeune Prince. Les Loix se seroient armées en sa faveur, & la Justice l'auroit couvert de son manteau. A plus forte raison une soustraction prétendue n'a pu lui nuire, puisque, quelle qu'en ait été la cause, elle ne pouvoit l'empêcher de jouir de l'Etat dont sa naissance l'avoit mis en possession, & dont la confirmation authentique avoit été scellée du sceau de la reconnaissance publique de toute la Nation.

Mais, dit-on, *c'est une soustraction faite à la Nation qui n'a pas dû s'embarrasser d'un Enfant soustrait à ses yeux*. Passons cette proposition, & contentons-nous d'examiner les inductions qu'on en veut tirer. Si les Chefs de la cabale qui s'étoit arrogé le droit de représenter la Nation, quoique sans aucune commission de sa part; si les Membres de la *Convention* illégitime qui s'attribuoit le droit de disposer de la succession à la Couronne; si, dis-je, les deux Chambres de cette Assemblée avoient été animées de l'esprit d'équité qui eût été l'ame des délibérations de la Nation, supposé qu'on l'eût laissée dans sa liberté naturelle, sans faire aucune violence à ses sentimens, n'avoient-ils point de parti plus

E légitime

légitime à prendre que celui du silence sur l'Etat de cet *Enfant auguste* ? Son existence & sa possession d'Etat ne leur étoient point inconnues. Le bon sens & l'équité naturelle leur traçoient la route qu'ils devoient suivre. Ils n'ignoroient pas que la France étoit le lieu de la retraite qu'on avoit choisie à ce jeune Prince. Ce Royaume étoit alors non-seulement en paix, mais encore en alliance avec la Grande-Bretagne. L'ordre légitime des procédures demandoit qu'on envoyât une députation solennelle au Roi *Jacques*, pour le prier de rendre cet *Enfant* de l'Etat, & une Ambassade au Roi de France, pour l'engager à employer sa médiation & son intercession pour la restitution d'un si précieux gage du bonheur de l'Angleterre. Sur le refus du Pere de rendre à ses Sujets cet *Enfant* destiné à porter leur Sceptre, & qui appartenoit encore plus à l'Etat qu'à son Pere, après les protestations & sommations requises en pareils cas, la Nation eût été d'une part en droit de le déclarer le Possesseur légitime du Trône, & attendu son bas âge & son absence, de nommer un Régent qui gouvernât le Royaume jusqu'à sa Majorité & à son retour : auquel cas la Régence pouvoit être légitimement déferée au Prince d'*Orange*, à qui elle appartenoit de droit par la proximité du Sang. Par ce moyen, si la Nation, en dépouillant le Roi *Jacques*, avoit commis une injustice envers ce Roi, cette injustice ne l'eût regardé que lui seul, & ne se seroit pas étendue à son légitime Héritier. D'une autre part, sur le refus du Roi de France de concourir à la restitution de cet *Enfant* de l'Etat, elle eût pû le regarder comme complice du vol qu'on en faisoit à la Nation, & sur ce fondement lui déclarer la guerre, jusqu'à une entière satisfaction : ce qui eût été un fondement infiniment plus légitime, que celui de la guerre que la Grande-Bretagne fit à ce Roi, pour seconder les vûes de l'usurpateur.

Il n'est donc plus douteux, à la vûe d'une violation si manifeste de toutes les formalités, que le silence que les Factieux garderent sur l'état du jeune Prince de *Galles*, ne sçauroit avoir porté préjudice à sa possession d'état. Je dis plus, & je soutiens que l'oubli qu'ils en affecterent, lui-a été plus avantageux que s'ils en avoient fait mention. Cette proposition va paroître un paradoxe. Mais un peu de patience ; je ne désespere pas de vous convaincre de sa solidité, si vous voulez vous donner la peine de la discuter avec moi. Dans le dessein déterminé où étoient les Factieux de priver le Roi *Jacques* & le Prince son Fils de la Couronne,

ronne, pour la transporter sur la tête du Prince d'Orange, & de sa femme, la mention qu'ils auroient faite de ce jeune Prince dans l'acte de ce transport, auroit donné lieu de croire qu'ils avoient examiné ses droits, & qu'après une exacte discussion ils les auroient trouvé mal fondés. L'insuffisance des motifs d'exclusion n'auroit pas été capable de les arrêter. Des gens qui avoient eu l'impudence de déclarer, contre la notoriété publique, le Trône du Pere vaquant pour cause d'*abdication*, ou de *désertion*, n'auroient pas dû sentir de grands remords, en faisant regarder la soustraction du jeune Prince, comme un moyen valable de dégradation. Ils auroient gagné par-là d'en imposer à une grande partie du Peuple, qui accoutumé à regarder avec vénération les résolutions des Parlemens, qui sont censés représenter toute la Nation, se seroit soumis avec respect aux décisions d'une Assemblée dont il auroit ignoré les motifs. Une telle décision auroit formé contre les droits du jeune Prince un préjugé dont les esprits peu pénétrants du Peuple eussent eu peine à revenir. Malgré l'incompétence du Tribunal qui auroit rendu ce Jugement, ils auroient dû comprendre qu'il n'auroit pas été difficile de faire confirmer leur décision par le Parlement qui devoit suivre l'Assemblée de la *Convention*, comme ils réussirent à y faire confirmer leur décision sur la vacance du Trône & la disposition qu'ils avoient faite de la Couronne. Ainsi le Peuple qui regarde les Bils parlementaires comme le jugement même de la Nation, se seroit soumis avec sa docilité ordinaire à une pareille décision. Par-là la bonté de la cause du jeune Prince auroit reçu une atteinte fâcheuse, au moins auprès du commun Peuple; & ce fut un coup marqué de la Providence, que parmi ces profonds Politiques & ce grand nombre de fameux Jurisconsultes dont la *Convention* étoit composée, il ne s'en soit trouvé aucun qui ait fait faire une remarque si naturelle. Si une pareille décision n'avoit pas été suffisante pour anéantir les droits du jeune Prince, elle en auroit du moins ébranlé les fondemens; au lieu qu'en ne faisant aucune mention de lui, on les laissoit subsister en leur entier.

Pouvoient-ils croire en effet qu'ils communiqueroient leur oubli à toute la Nation, & que leur silence seroit contagieux? Ne devoient-ils pas sçavoir que ce silence même infectoit d'un vice radical tous les actes qui en étoient la suite? Selon les Loix Romaines, l'oubli d'un Pere qui dans son testament passe sous

silence quelqu'un de ses enfans, loin de nuire à cet enfant oublié, sert au contraire à annuler toutes les dispositions de cet acte, & rétablit cet enfant dans les droits de sa naissance. Si le pere en avoit fait mention, quelque peu de part qu'il lui eût laissé dans ses biens, il n'auroit pu demander que sa légitime : mais l'omission du pere le fait entrer en partage égal avec ses freres déclarés héritiers ? A combien plus forte raison le silence d'une poignée de mutins dans un acte où ils prétendent disposer de la Couronne, ne sçauroit-il nuire aux droits d'un Prince qui en est le légitime héritier. N'est-il pas visible que ce silence n'a d'autre cause que la trop manifeste solidité de ces mêmes droits, & qu'ainsi il sert plutôt à les constater qu'à les détruire ? Ne poussons pas plus loin nos réflexions sur un point qui reviendra souvent, & que nous aurons occasion d'examiner avec plus d'exactitude en répondant aux objections des Défenseurs de la Maison de *Brunswick*. Finissons par ce qui termina les délibérations de l'Assemblée illégitime connue sous le nom de *Convention*.

A peine cette Assemblée eut-elle dressé l'acte illégal de l'élection du Prince d'*Orange*, qu'elle le porta à ce Prince, le priant de convoquer un Parlement légitime, ou de permettre que la présente *Convention* se tournât en Parlement, afin qu'elle pût confirmer par l'autorité d'un nom si respectable ce qui jusqu'à sa tenue ne pouvoit passer que pour un simple projet. Il n'y a en effet parmi nous que l'autorité d'un Parlement qui puisse mettre le dernier sceau aux délibérations publiques. Tout ce qui n'est point revêtu de son approbation, n'est tout au plus qu'une idée qui ne doit avoir son exécution qu'après l'agrément de cette Cour souveraine. Mais, nous l'avons déjà dit, le Parlement ne peut être assemblé que par l'autorité du Roi ; & le Prince d'*Orange* n'avoit point encore cette qualité. Il est vrai qu'elle venoit de lui être déferée. Mais par qui ? Par une Assemblée qui ne se donnoit point elle-même pour un Parlement, qui sçavoit bien qu'elle n'en avoit pas l'autorité, & que tout ce qu'elle déliberoit, ne pouvoit tout au plus que servir de canevas au travail du Parlement à venir. C'étoit plutôt des conseils sur ce qu'il convenoit de faire, que des ordonnances qui eussent force de Loi. Ainsi dans le tems même qu'elle déferoit au Prince d'*Orange* le titre de Roi, elle lui faisoit entendre que ce titre ne pouvoit lui convenir, qu'après qu'il l'auroit reçu par les suffrages d'un Parlement légitime, & que ce Parlement ne pouvoit être légitime, s'il n'étoit convoqué par un Prince

Prince qui fût véritablement Roi. Le Prince ne l'étoit point encore : il n'en avoit qu'un décret idéal, qui lui donnoit à la vérité l'espérance de le devenir, lorsqu'il auroit été muni du sceau du Parlement, mais qui lui interdisoit tout exercice des fonctions de la Royauté jusqu'à cette époque. La convocation d'un Parlement étoit une des principales de ces fonctions, & par cela même lui étoit interdite. Cependant elle lui étoit absolument nécessaire, puisque sans ce préalable il ne pouvoit être Roi qu'en idée. Lorsqu'après l'extinction de l'usurpation de *Cromwel*, l'Assemblée connue sous le nom de *Convention* rappella le Roi *Charles II*, elle ne fit rien d'illégitime, parce que ce Prince étoit devenu le véritable Roi après le martyre de son Pere suivant l'ordre de sa naissance. Ainsi il avoit le droit de confirmer tout ce qui se faisoit en sa faveur, & d'assembler le Parlement quand il le jugeroit à propos. Le Prince d'*Orange* n'étoit point dans ce cas. Sa naissance ne lui donnoit aucun droit actuel à la Couronne, & ce projet d'élection dont on venoit de lui faire présent, ne lui en avoit encore acquis aucun. Il ne pouvoit tenir ce droit que de la libéralité d'un Parlement, & il se trouvoit sans pouvoir de le convoquer. Voilà un étrange embarras : mais les génies supérieurs sçavent se mettre au-dessus des regles, & s'embarrassent peu des formalités.

A leur imitation le Prince d'*Orange* passa outre, & ordonna que la *Convocation* se changeroit en Parlement, étant bien assuré du dévouement de tous les Députés à ses intérêts, & qu'une nouvelle élection ne lui procureroit jamais un choix si parfait de serviteurs rampans. Bien lui prit que ce choix eût si heureusement tourné pour lui : car il étoit à craindre que quelque Membre indocile & scrupuleux ne fît à l'Assemblée cette question : *Pourquoi, & par qui sommes-nous assemblés ? Il n'y a que l'autorité royale qui ait droit de nous convoquer. Celui dont la proclamation a donné lieu à notre députation, n'en est point encore revêtu, & il ne peut la recevoir que de la main d'un Parlement légitime. Cette Assemblée-ci ne sçauroit en porter le nom, & encore moins conférer au Prince la dignité royale.* Plus une pareille question eût paru embarrassante, plus on fut ravi d'aïse de ce que personne ne s'avisa de la faire ; ou si on se la fit, ce fut tout bas à l'oreille & entre amis. Une si grande docilité fit espérer au Prince un heureux succès, & il ne se trompa pas. Après qu'on eut confirmé le décret d'élection, il fallut procéder à la formule de serment qu'on
devoir

devoit lui prêter & à la Princesse son Epouse. Et ce fut là un nouvel embarras encore plus grand que les précédens. Aucune des anciennes formules ne pouvoit s'y rapporter, parce qu'elles contenoient toutes que l'on promettoit foi & obéissance au Roi légitime : & le Prince d'*Orange* de leur propre aveu ne l'étoit pas. Les Députés de ce prétendu Parlement n'ignoroient pas les dispositions de la plus grande partie de la Nation. Elle n'avoit jetté qu'un cri sur l'injustice faite au Roi *Jacques* & au Prince de *Galles* son Fils : un soulèvement si général des esprits leur faisoit appréhender avec raison, que si on vouloit les forcer d'abjurer les droits de ce Prince & de sa posterité, leur patience ne se tournât en fureur, & que cette fureur ne leur fût fatale.

Pour ménager donc les esprits de la Commune, on prit la résolution de donner à la formule de ce serment un tour si bien ménagé, que chacun trouvât dans ses expressions générales le moyen d'allier l'hommage interieur & la fidélité qu'il conservoit dans le fond de son cœur pour le Roi *Jacques* & pour ses descendants, avec l'obéissance extérieure que la nécessité l'obligeoit de prêter au Prince d'*Orange* & à son Epouse. Ainsi on se contenta d'exiger la promesse d'une obéissance & d'une fidélité pure & simple pour le Roi *Guillaume* & pour la Reine *Marie*, *Roi & Reine de la Grande-Bretagne*, sans aucune abjuration de celle qu'on avoit promise au Roi *Jacques* & à sa posterité légitime. Et c'est dès ce tems-là qu'a pris naissance parmi nous cette fameuse distinction de deux Rois, d'un *Roi de droit*, & d'un *Roi de fait* : distinction qui nous est devenue si sacrée & si familière, qu'elle ne fait pas moins partie de notre Religion que de notre langage. Par le *Roi de droit* nous entendons la posterité du Roi *Jacques*, que nous reconnoissons avoir un droit incontestable à la Couronne. Et par le *Roi de fait* nous voulons désigner le possesseur actuel du Trône, auquel la fatalité des conjonctures & l'enchaînement des événemens nous forcent d'obéir, jusqu'à ce que la Providence nous ait rétablis dans la liberté de suivre notre penchant. Qui ne voit que toute la suite de ces procédures qui ont occasionné la révolution de 1688, prouve invinciblement que nos anciens engagements subsistent toujours, & que notre serment nous lie à la posterité du Roi *Jacques*, malgré le serment nouveau que la nécessité nous a extorqué en faveur du Détenteur de la Couronne. Les Partisans les plus zelés du Prince d'*Orange* ont eu souvent l'occasion de s'en convaincre ; car ayant à plusieurs

leurs reprises, sur les insinuations de ce Prince, mis sur le tapis la proposition d'abjurer le Roi *Jacques* & le Prince de *Galles* son Fils, cette proposition a toujours été hautement rejetée à la pluralité des suffrages, non-seulement dans ce Parlement dont nous venons de parler, mais aussi dans les suivans, quoiqu'ils fussent composés de Membres tout dévoués à la faction de ce Prince. Voilà donc un corps de preuves démonstratives de cette intéressante vérité, que les droits de la postérité du Roi *Jacques* sur la Couronne de la Grande-Bretagne ne sçauroient être révoqués en doute. Ce qui étant, n'en résulte-t'il pas par une conséquence infaillible que rien n'égale l'imprudence de ceux qui traitent de *rébellion* & d'*attentat* ce qui est un devoir indispensable des Sujets envers leur légitime Souverain ?

En effet, la prise d'armes dans une pareille conjoncture, loin de mériter une si odieuse qualification, fait une partie essentielle des devoirs des Vassaux envers leur Seigneur, & des Sujets envers leur Roi. La Nation Britannique, devant le grand *Comité* de laquelle j'ai l'honneur de porter la parole, ne sçauroit douter de l'importance de ces devoirs dans le tems présent, elle qui n'a jamais cessé de reconnoître les droits de la Maison Royale des *Stuarts*, malgré les efforts d'une faction puissante, soutenue des armes étrangères. La longue durée d'une usurpation criminelle ne sçauroit avoir anéanti ces droits. Ils dérivent & des Loix immuables du sang, & de la constitution primitive de notre Etat. Ces deux appuis leur donnent une solidité qu'aucune violence, quelle qu'elle soit, n'est capable de détruire. Si la Nation en a toujours reconnu la validité, n'est-elle pas par cela même obligée à les défendre de toutes ses forces ? En conséquence de la grace qu'elle me fait de me donner audience, j'ose prendre la hardiesse de lui adresser la parole, & de lui représenter que si de funestes circonstances lui ont ôté jusqu'à présent la liberté de témoigner combien elle étoit convaincue de la justice de ces droits, des circonstances plus heureuses vont bien-tôt lui permettre de manifester toute l'étendue de son zèle.

Oui, Peuples généreux, les voici, grâces au Ciel, heureusement arrivées ces conjonctures favorables, que vous attendiez depuis si long-tems, & avec tant d'impatience. Pourriez-vous n'en pas profiter ; & n'est-il pas à craindre que si vous les laissez échaper, elles ne reviennent jamais, & qu'on n'en prenne même occasion de tellement river vos fers, qu'il vous soit impossible

Peroraison de
l'Avocat de la
Maison des
Stuarts.

Exhortation
aux Peuples de
la Grande-
Bretagne.

sible de les rompre : Le Prince , héritier légitime de cette Royale Maison , se présente à vous par ce qu'il a de plus cher au monde après son Peuple. C'est son propre fils , son fils aîné , ses plus douces espérances qu'il vous envoie , avec une commission illimitée de sa part de vous prêter ses mains , pour vous affranchir de votre servitude. Il ne vient point avec une Armée étrangere , comme les Usurpateurs qui l'ont dépouillé. Guidé par l'amour que son pere lui a inspiré pour son Peuple ; plein de confiance en la justice de sa cause ; vivement persuadé de votre fidélité , il vient se jeter entre vos bras. Pourriez-vous ne pas les ouvrir pour le recevoir ? Sa confiance est telle , que pour vous la mieux marquer , il n'a point voulu paroître devant vous avec le brillant cortège qui accompagne les Princes. Cet appareil lui eût fait craindre qu'on n'y eût fait plus d'attention qu'aux motifs qui l'amènent. Il ne veut rien devoir qu'à la justice de sa cause , & à l'équité de ses Sujets. Il vous permet de vous dépouiller de ce caractère de Sujets , pour vous revêtir de celui de Juges. Il veut bien s'en rapporter à votre jugement , & il ne croit point trouver de Tribunal plus équitable que celui de vos consciences. Que son Compétiteur se présente devant le même Tribunal sans l'appui des armes étrangères , & sans les amorces de la séduction : qu'il vous laisse la liberté de décider : & il éprouvera bien-tôt que s'il peut lier vos langues , & enchaîner vos bras , il ne lui sera pas si facile d'arrêter les élancemens de votre cœur qui vous portent à votre légitime Souverain.

Quelle raison en effet pourroit vous faire hésiter de vous déclarer en sa faveur ? Il n'est point Etranger , & par conséquent vous n'avez point à craindre qu'il détourne furtivement vos richesses pour en enrichir une Nation plus chérie. Il est né au milieu de vous , & après des vœux ardens de votre part. Il est l'Enfant de vos desirs & de vos prières , & la joye que vous avez fait éclater à sa naissance , ne sçauroit être égalée que par celle que vous allez avoir de le recouvrer. Mais comme il seroit impossible de vous en assurer la possession sans de puissans efforts , puisque la rage de ses persécuteurs va tout tenter pour vous le ravir , servez-lui de bouclier pour garantir sa tête , que des Barbares osent mettre à prix. Prenez en main sa cause avec un zele qui réponde à sa confiance & à sa tendresse pour vous. Ce n'est que par l'ardeur de votre fidélité & de votre courage que vous pouvez lui témoigner la douleur que vous avez ressentie de sa
longue

longue absence. Que sa conservation vous soit aussi précieuse que la vôtre même. Puisse-t'il occuper votre Trône aussi long-tems qu'il en a été éloigné par la malice de ses ennemis : ou si les calamités d'un long exil l'ont dégouté des embarras d'une Couronne, & accoutumé aux charmes d'un long repos, puisse-t'il transmettre cette Couronne toute brillante de gloire à son Fils, ce jeune Héros qui vient se sacrifier pour votre bonheur, & rendre par ses victoires à vos armes le lustre qu'elles ont perdu.

Voilà, Monsieur, un Extrait fidele des moyens allégués en faveur de la Maison Royale des *Stuarts*, touchant ses droits au Trône de la Grande-Bretagne. Il nous reste à examiner ceux qui sont allégués en faveur de la Serenissime Maison de *Brunswick-Hanovre*, avant que de pouvoir donner nos conclusions. Ce sera, s'il vous plaît, quelqu'un des ordinaires suivans, pour ne pas trop fatiguer tout de suite votre attention. Je suis, &c.

A Londres, ce 3 Novembre 1745.

longue absence. Que la conservation vous soit aussi précieuse
 que la votre même. Puisse-t-il occuper votre Trône aussi long-
 tems qu'il en a été éloigné par la malice de ses ennemis : ou
 si les calamités d'un long exil l'ont dégoûté des embarras d'une
 Couronne, & accoutumé aux charmes d'un long repos, puisse-t-il
 transmettre cette Couronne toute brillante de gloire à son Fils,
 ce jeune Héros qui vient se sacrifier pour votre honneur, &
 rendre par ses victoires à vos armées le lustre qu'elles ont perdu.
 Voilà, Monsieur, un Extrait fidèle des moyens allégués en
 faveur de la Maison Royale des Stuart, touchant les droits au
 Trône de la Grande-Bretagne. Il nous reste à examiner ceux
 qui sont allégués en faveur de la Sérénissime Maison de Hanovre.
 Mais, avant que de pouvoir donner nos conclusions. Ce sera,
 s'il vous plaît, quelque un des ordinaires suivans, pour ne pas
 trop fatiguer tous de suite votre attention. Je suis, &c.

À Londres, ce 3 Novembre 1747.